

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
p.li fermé : 60 F et 30 F  
« programme communiste »  
1 an, p.li ouvert : 40 F  
1 an, p.li fermé : 60 F

14<sup>e</sup> ANNEE - N° 242  
LE NUMERO : 2 FF  
20 FB - 1 FS  
23 avril au 6 mai 1977

Contre l'offensive internationale du capitalisme,  
contre les apôtres du chauvinisme et de la soumission

# prolétaires de tous les pays unissez-vous !

Hier, les bourgeois justifiaient l'austérité par la crise. Aujourd'hui, ils prétendent que les sacrifices sont encore plus nécessaires pour permettre la reprise afin d'améliorer notre sort... demain. Chômage accru pour les uns, baisse des salaires et cadences accélérées pour les autres, insécurité et misère pour tous, en attendant une nouvelle crise plus grave encore : le capitalisme ne peut rien nous promettre d'autre.

## ● NON AUX SACRIFICES ET A L'AUSTERITE !

Le prolétariat ne doit se laisser guider que par ses intérêts de classe. Dans cette société où nous produisons tout, nous ne possédons rien. La seule chose que nous donne le capitalisme, malgré lui, c'est la possibilité d'avoir une force immense : celle que nous avons dans les usines et les chantiers, celle qui nous vient de notre nombre, celle qui vient du fait que partout, par-dessus les frontières des entreprises ou des patries bourgeoises, nous sommes LA MEME CLASSE, nous avons LES MEMES INTERETS. En utilisant notre force, nous pouvons faire aboutir les revendications qui soulagent notre sort et unissent nos rangs :

— augmentation immédiate des salaires, plus forte pour les catégories les plus défavorisées — 500 F pour tous, salaire minimum à 2 500 F !

— réduction de la durée du travail : semaine de 35 heures sans diminution de salaire !

— salaire intégral aux chômeurs et aux retraités ; SMIC pour tous ceux qui sont à la recherche d'un premier emploi et pour les appelés !

— aucune discrimination entre les travailleurs suivant l'âge, le sexe ou la nationalité ! égalité absolue de tous les droits pour nos frères de classe immigrés ! non au contrôle de l'immigration !

La bourgeoisie a peur que la crise provoque le réveil de notre force de classe. Aussi cherche-t-elle à canaliser notre révolte dans d'inoffensives consultations électorales qu'elle multiplie à la moindre alerte pour retarder notre passage à la lutte ouverte et directe. Parallèlement, les faux partis « ouvriers », qui ont transformé les syndicats qui devraient être nos organes de lutte en institutions de collaboration de classe, sabotent toute lutte résolue et tentent de contenir notre colère au moyen d'inoffensives « journées d'action »

sans lendemain, orientées vers la défense de l'économie nationale et canalisées sur le terrain parlementaire. Notre arme élémentaire de classe est au contraire

## ● LA GREVE LA PLUS LARGE POSSIBLE SANS LIMITATION PREALABLE DE DUREE !

Devant la menace du réveil prolétarien, la bourgeoisie fait miroiter devant nos yeux un changement de gouvernement et appelle les partis de gauche à la rescousse. Mais une fois au pouvoir, ces partis, qui ont épousé depuis longtemps la cause de l'ordre bourgeois, ne feront rien d'autre que ce qu'ils ont fait en 1936 ou en 1945 : gérer l'Etat et ramener l'ordre social afin de préserver la domination bourgeoise. C'est avec leur complicité ou leur appui ouvert que l'Etat renforce sans cesse la machine bureaucratique, militaire et policière qui nous maintient en esclavage. En Italie le parti « communiste » soutient le gouvernement chargé d'imposer l'austérité aux travailleurs, et vient d'appeler à l'utilisation des « forces de l'ordre » contre la révolte étudiante, qui n'est autre que celle de milliers de chômeurs de fait ou en puissance. Partout, les dirigeants réformistes dénoncent les prolétaires qui cherchent à s'organiser pour se défendre contre la violence légale ou « illégale » (milices, gardiennages, fascistes, etc.) de la bourgeoisie. Ils veulent une classe ouvrière PACIFIQUE, c'est-à-dire SOUMISE. Contre la violence bourgeoise, contre la politique de soumission du réformisme, utilisons notre seule arme, NOTRE FORCE :

## ● AUTO-DEFENSE OUVRIERE CONTRE LA VIOLENCE BOURGEOISE !

Les bourgeois et leurs complices réformistes prétendent remplacer la lutte des classes par la défense de « notre » économie dans la guerre commerciale internationale. Ils cherchent ainsi à nous opposer les uns aux autres, pays par pays, alors que la classe ouvrière est UNE SEULE CLASSE INTERNATIONALE et que sa force doit venir de son union par-dessus les frontières. Rappelons-nous le cri du « Manifeste communiste » : les prolétaires n'ont pas de patrie ! Accepter la défense de l'économie nationale, cela signifie non seulement accepter encore davantage de sacrifices pour aider nos exploités dans la guerre commerciale, cela signifie laisser les mains libres à la bour-

(suite page 2)

## L'intervention criminelle de la France au Zaïre

On peut invoquer quantité de raisons contingentes à l'intervention de l'impérialisme français au Zaïre.

Il n'est pas indifférent de noter par exemple l'intérêt que présente une petite expédition coloniale pour ressouder les rangs des partis de la majorité affectés par les querelles et les scandales et pour galvaniser le philistin français.

Une vieille expérience montre que par cette méthode on peut exalter la fierté nationale qui ne peut plus s'alimenter que de l'idéalisation des coups de crocs donnés pour défendre sinon accroître la part du butin provenant du pillage du monde — ou plus modes-

### DANS CE NUMERO

- Changhaï 1927 : la tragédie du prolétariat chinois (p. 7)
- Face à l'offensive capitaliste (p. 2)
- Syndicats, luttes ouvrières : 1<sup>er</sup> mai, Sonacotra, aviation, chômage (p. 4) ; interventions (p. 5)
- Dans le monde : Espagne, Algérie, etc. (p. 6).

tement des restes de l'empire. Comme le clame *Le Figaro* dans son éditorial du 12-4 : « Il est sain, il est reconfortant de voir un pays oser rompre avec la politique de la pantoufle, cesser en un mot de se coucher devant les difficultés. Puisse cet exemple être suivi ».

Il serait également intéressant d'apprécier la part que jouent au moins les trois facteurs suivants dans la politique de l'impérialisme français.

D'abord, il y a le poids de la concurrence entre, d'une part, les impérialismes belge et américain, plus engagés financièrement au Congo que la France mais, au moins pour ce qui concerne le second, moins réticents qu'elle à lâcher Mobutu, et, d'autre part, l'impérialisme français dont il faudrait voir quels sont les résultats de sa pénétration au Zaïre et ses ambitions dans cette région. Sans parler du fait que ce dernier est le plus immédiatement intéressé à ce que la « déstabilisation » de l'Afrique ne contamine pas la partie de ce continent située au nord de l'équateur.

Ensuite, il y a le poids relatif de la concurrence entre l'ensemble des impérialismes occidentaux alliés (suivis de plus en plus

(suite page 3)

## programme communiste

REVUE THEORIQUE

N° 73 (avril 77)

- Changhaï, avril 1927. Le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme
- Le tournant des Fronts populaires (II)
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (III)
- Idole de la « compétitivité », religion du taux de profit.

104 pages - 10 F

Le PCF et l'Europe

Un aveu de taille...

Le PCF vient donc d'accepter l'élection du parlement européen au suffrage universel.

C'est Mitterrand qui a pris l'initiative de faire figurer cette revendication — commune avec Giscard —, dans le programme commun. Son succès montre donc aux bourgeois indécis qu'à gauche, c'est lui qui dirige.

Le changement d'attitude du PCF se comprend bien si l'on sait aussi que les gaullistes viennent, il n'y a pas si longtemps, d'accepter également ce mode d'élection. Et on sait qu'en matière internationale, le PCF a toujours eu une position qui s'est tenue à l'intérieur du champ de la politique gaulliste: il suffit d'évoquer la résistance, l'Indochine, la CED, l'Algérie, l'Europe, etc.

Deux confirmations supplémentaires, donc, d'un fait historique: si le PCF prétend avoir une autre politique quand il est dans l'opposition, sa caractéristique devient, quand il est — ou quand il s'approche — du pouvoir de n'en avoir plus aucune. Sa fonction spécifique est de berner les prolétaires et de faire ce qu'on lui demande, tout simplement.

Mais son attitude est également intéressante sur le plan de la théorie. Y a-t-il abandon du refus de la «supranationalité», cette constante du gaullisme et du national-communisme? Pas du tout, puisque, comme l'a dit Chirac pour tout ce beau monde: «Nous sommes pour le parlement européen, pourvu qu'il n'ait aucun pouvoir». La forme supranationale n'est qu'une concession de forme et non de principe.

Mais alors, Messieurs les opportunistes, si le «principe national» est sauf, vous avouez par le fait même que vous invitez la classe ouvrière à se mobiliser pour des parlements bidons, vous reconnaissez en pratique que les parlements d'aujourd'hui n'ont aucun pouvoir et a fortiori que vos «voies nationales et parlementaires au socialisme» ne sont que de la poudre aux yeux. Un aveu de taille...

Le bluff de la contre-offensive syndicale

Depuis la fin des élections, les grandes centrales syndicales clament qu'il n'est pas question de baisser les bras en attendant 78 mais au contraire de renforcer les luttes. Le *Matin de Paris*, «journal de l'union de la gauche», nous donne la clef de cette ardeur combative: «Les syndicats, écrit-il, doivent cependant jouer avec un calendrier extrêmement serré. Dès la fin mai, la perspective des vacances mobilisera les esprits. Et en septembre, à la rentrée, on ne songera plus qu'aux élections législatives du printemps suivant, à moins qu'elle ne soient avancées. Six semaines pour agir intensément [sic], soit pour faire reculer ça et là le plan Barre, soit pour donner une légitimité populaire à l'offensive de la Gauche: le temps est compté pour les organisations syndicales».

Prolétaires, vous voilà prévenus: l'opportunisme syndical vous accorde six semaines dans l'année pour défendre votre salaire et vos conditions de vie, et il va sans dire que vos luttes devront garder le même caractère limité dans leur forme et dans leur étendue.

Il s'agit donc, en réalité, pour l'opportunisme, d'organiser une fois de plus quelques journées d'action — métallurgie, bâtiment, fonction publique, et sécurité sociale — dont l'inefficacité en ce qui concerne la défense des travailleurs n'est plus à démontrer, de redorer son blason vis-à-vis des ouvriers qui sentent de plus en plus la nécessité d'une riposte globale, tout en les maintenant sur le terrain des démonstrations platoniques sans risque pour la progression du «grand rassemblement démocratique».

D'un autre côté, on s'efforce de maintenir les grèves, qui en de nombreux points répondent aux coups de la bourgeoisie, dans le carcan d'une orientation politique qui les stérilise, celle de la défense d'un soi-disant patrimoine qu'il incomberait au prolétariat de défendre dans la société bourgeoise: économie nationale ou d'entreprise, institutions démocratiques, statuts et garanties illusoire pour certaines catégories ouvrières.

C'est ainsi pour les dockers de Dunkerque, où l'introduction de nouvelles techniques permet à la bourgeoisie de frapper toute une catégorie d'ouvriers et de leur retirer un certain nombre de relatifs «privilegés». Au lieu de la défense des avantages acquis et de leur extension à toutes les catégories, l'opportunisme met en avant la défense du statut particulier des dockers — ce qui ne peut au total qu'affaiblir et isoler ceux qui sont aujourd'hui touchés —, et la lutte contre la privatisation des quais, «patrimoine national».

C'est ainsi qu'à Thionville, autre point névralgique de la lutte sociale, il particularise et il isole au maximum le conflit en le présentant, non comme une retombée de la crise capitaliste qui touche les prolétaires de tous les pays et les unit sur les mêmes intérêts, mais comme un problème proprement national voire régional; ceci dans une situation où toute riposte, pour être efficace, requiert l'appui des plus larges couches prolétaires, par-delà la branche sidérurgique.

L'opportunisme ne se contente pas d'appeler les ouvriers à défendre la sidérurgie nationale — «On pourrait [par une bonne gestion NDR] devenir aussi compétitifs que les Japonais. Le potentiel humain est capable de le faire» (*Humanité* du 74), et à revendiquer le rapatriement des usines implantées à l'étranger: «Le plan d'abandon de la sidérurgie lorraine a son corollaire dans le plan de redéploiement à l'étranger» (id.). Il les invite à dissoudre leur force de classe dans le magma de la protestation populaire de «toutes les catégories, toutes les opinions, toutes les professions confondues» (id.) dans des manifestations regroupant sans distinction l'ouvrier, le curé et le pharmacien, comme le souligne avec satisfaction l'*Humanité* qui entrevoit le jour béni où ces deux derniers voteront enfin pour l'union de la Gauche. Bref, on les appelle à réaliser l'union sacrée pour la défense du potentiel économique lorrain — la fougueuse diatribe des républicains indépendants contre les patrons de la sidérurgie

n'a-t-elle pas été applaudie sur les bancs de la gauche à l'Assemblée?

Le résultat, c'est la paralysie totale des ouvriers, rendus incapables d'opposer une réelle résistance à la menace précise de licenciement de 16 000 d'entre eux dans la sidérurgie et, à terme, 60 000 dans la région. En deux mois, les seules actions entreprises ont été un simulacre de référendum, et deux heures de débrayage lors de la journée ville morte, à Thionville.

En revanche, on les entretient dans l'espoir de la nationalisation par l'union de la gauche au pouvoir, comme si cette solution pouvait en être une pour les ouvriers, comme si elle ne devait pas poser, elle aussi le problème de la compétitivité de la restructuration et pour finir, des licenciements.

La bourgeoisie ne se sent guère menacée par le déploiement de l'opposition syndicale: «Les syndicats ne cherchent pas la globalisation [...] parce que la globalisation comporte des risques d'éclatantes et qu'il s'agit bien, pour les deux syndicats, pour d'évidentes raisons politiques, d'éviter une explosion qu'ils auraient du mal à contrôler» (*Les Echos* du 7-4).

Elle poursuit ses attaques systématiques contre les conditions de vie du prolétariat dont la dernière en date est la réforme de la sécurité sociale qui vise, en majorant les prix payés pour les soins et les médicaments, à faire indirectement baisser le salaire, à accroître l'exploitation par un plus grand contrôle de l'«absentéisme», etc. Mais là encore, les directions syndicales détournent la réponse ouvrière de son terrain propre en appelant à défendre l'organisme étatique lui-même, en avançant leurs propres recettes de sauvetage — en préconisant en particulier de prendre des mesures pour que la SS cesse de supporter en partie le poids du chômage, c'est-à-dire au total pour accroître le flicage sur les malades et les chômeurs.

Rompres avec cette politique reste la première exigence de la lutte prolétarienne.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

(suite de la page 1)

geoisie pour le pillage impérialiste et donc pour l'oppression des peuples colonisés, en attendant qu'elle nous remercie en nous envoyant demain ou après-demain verser notre sang dans une nouvelle guerre impérialiste pour le repartage du monde. Refusons les mots d'ordre honteux du chauvinisme — même commercial! — et de la division des rangs ouvriers! Dans tous les pays, nos intérêts et nos buts sont les mêmes :

- A BAS LA SOLIDARITE NATIONALE DANS LES GUERRES COMMERCIALES, DANS LES BRIGANDAGES IMPERIALISTES, OU EN QUELQUE MATIERE QUE CE SOIT !
  - SOLIDARITE AGISSANTE AVEC LES LUTTES ANTI-IMPERIALISTES DES PEUPLES ASSERVIS !
- Dans toutes les luttes, groupons-nous autour de ces exigences élémentaires de la lutte de classe pour
- OPPOSER A LA BOURGEOISIE ET A SES COMPLICITES REFORMISTES UN VERITABLE FRONT DE CLASSE PROLETARIEN !

Le chemin est difficile, mais il n'y en a pas d'autre pour nous défendre efficacement contre l'offensive du capital. Ce n'est qu'ainsi que pourra renaître et progresser notre force collective, la grande UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS CONTRE LE CAPITAL, la seule cause qui mérite tous nos sacrifices parce que sa réalisation rapprochera l'heure de la révolution prolétarienne mondiale et l'instauration de notre dictature de classe, qui garantira notre émancipation et entreprendra la transformation communiste de la société.

C'est en prenant cette voie que nous pourrons en finir avec la mascarade des Premier Mai actuels, que bourgeois et réformistes ont transformés en célébrations du travail salarié et de la paix sociale. C'est ainsi que nous pourrons renouer avec la tradition des Premier Mai prolétaires et révolutionnaires, qui écrivaient sur le drapeau unique des ouvriers du monde entier, rouge du sang versé pour notre cause :

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !  
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL  
1<sup>er</sup> mai 1977.

NOTES POLITIQUES

● Detlev Schultz expulsé

Detlev Schultz a donc été livré à la police allemande le 13 avril. Bien entendu, l'heure était bien choisie: la campagne d'appels au meurtre contre tout ce qui bouge bat son plein en RFA sous prétexte de lutte contre le terrorisme.

L'expulsion vient aussi au moment de l'essoufflement du Comité de défense de Strasbourg. Or il faut bien dire que la lente mort du Comité est due pour l'essentiel à l'inconsistance des organisations d'extrême gauche contre laquelle nos militants ont lutté pour protéger le Comité. L'OCT a tenté d'en faire une rampe de lancement pour sa campagne d'agitation chauvine contre l'«Europe germano-américaine» tandis que la LCR, qui s'était trouvée des élans de sympathie pour lui dans l'approche des élections, s'en est, une fois ces dernières passées, complètement désintéressée. Il est clair que tout cela a non seulement entravé une véritable propagande en direction de la classe ouvrière mais aussi l'organisation des manifestations projetées. La manifestation, celle du 15 avril contre l'expulsion, a tourné court: il n'y avait pas cette fois 100 personnes.

Des D. Schultz, combien y en a-t-il dès aujourd'hui? Ils ont besoin d'une défense véritable, sérieusement entreprise, dans laquelle la classe ouvrière apprenne à vivre pour elle-même et à utiliser sa force.

● Où vont les photos ?

Au «Rassemblement communiste» organisé le 3 avril par le PCR à Paris, le service d'ordre a bousculé les vendeurs de journaux, dont nos camarades, et violemment frappé un anarchiste qui prit notre défense. De telles mœurs sont coutumières du stalinisme et de ses héritiers maoïstes qui s'imaginent pouvoir reconstruire le mouvement prolétarien avec les méthodes mêmes qui ont servi à le démolir. Mais cette fois, il y a eu mieux. Un individu (il semble qu'il s'agisse d'un membre du groupe «Psychiatisés en lutte») a pu prendre en photo la plupart des vendeurs à l'aide d'un appareil muni de flash et a pu éviter que ne lui soient demandés des comptes grâce à la protection du service d'ordre. Une question que nous posons: où vont ces photos ?

Violence, terrorisme et lutte de classe

L'accumulation toujours plus grande de la violence dans les mains de l'Etat bourgeois, la terreur que ce dernier exerce quotidiennement sur la classe exploitée, l'accroissement de ces phénomènes aujourd'hui où la pression économique énorme exercée sur elle pour «sortir de la crise» s'accompagne naturellement d'une pression politique également plus grande, tout cela doit inévitablement provoquer des réactions violentes contre cet ordre infâme.

La récente exécution de Tramoni est une des formes les plus élémentaires de cette réaction et la lutte de classe doit revendiquer le principe des représailles contre les flics, mouchards, garde-chiourmes et autres chiens de garde, à plus forte raison quand il s'agit d'assassins d'ouvriers et de mili-

tants du mouvement prolétarien. Le seul problème qui peut se poser est un problème de force: dans un tel cas la question est de savoir si l'on a des chances d'asséner à l'ennemi plus de coups qu'on ne peut en recevoir, et donc de ne pas être désorganisé par la bataille.

Pour en venir maintenant aux formes anarchistes de ces réactions, les communistes combattent évidemment les théorisations du «terrorisme excitatif» et de l'héroïsme individuel qui sont de pâles substituts de la lutte de classe. Mais il faut dire que si nous devons regretter quelque chose, c'est l'absence de réactions prolétariennes qui auraient sans doute bien plus d'efficacité que des gestes courageux comme l'exécution du procureur Buback en Allemagne, l'infâme ter-

tionnaire des terroristes de la «bande à Baader», gestes qui, malheureusement, n'ont pas plus d'effet qu'une piqûre de moustique sur le blindage épais de l'Etat, même démocratique.

Le problème qui se pose aujourd'hui encore en théorie — mais qui se posera pratiquement demain — est non pas de nier de telles réactions, mais de les débarrasser de leurs aspects fantastiques et idéalistes pour les intégrer dans la lutte collective de classe et de les mettre en rapport avec le mouvement prolétarien et à son service.

De quel haut-le-cœur n'est-on pas saisi quand un journal qui se prétend «communiste» juge l'exécution du Buback, pour la

(suite page 8)

# L'intervention criminelle de la France au Zaïre

(suite de la page 1)

ouvertement par la Chine qui ne pouvant suivre les Russes, tente de se faufiler en Afrique dans l'autre camp) et l'impérialisme russe, concurrence due au fait que non seulement l'Afrique australe est stratégiquement vitale parce qu'elle permet de contrôler les approvisionnements de l'Europe, mais encore parce que le Shaba (ex-Katanga) qui est au cœur de cette région, possède d'importantes richesses minérales (cuivre, diamants) et contrôle les communications par route et par chemin de fer entre les côtes est et ouest.

Il y a enfin le poids relatif de l'action convergente de la Sainte Alliance impérialiste, dont les membres sont économiquement concurrents et ennemis, mais aussi complices en ce qui concerne le maintien de l'ordre dans une région aussi explosive, ce qui expliquerait davantage la faiblesse de la réaction soviétique que le mensonge officiel de la non-intervention dans les affaires intérieures d'un autre Etat.

Tout cela mériterait une étude précise. Mais celle-ci est rendue extrêmement difficile par le fait que les données — même les statistiques économiques — sont rares et

surtout jalousement conservées à l'intérieur du cercle restreint des financiers et des généraux. Et que dire alors des trésors de renseignements sur les accords militaires cachés par la diplomatie secrète ?

En tout cas, quel que soit le poids relatif de l'ensemble de ces facteurs, internes aussi bien qu'externes, de concurrence économique et de connivence de classe, une chose est absolument évidente, bien qu'elle soit généralement passée sous silence. C'est que l'impérialisme français est engagé jusqu'au cou dans tous les conflits inter-impérialistes, dans tous les conflits nationaux comme dans toutes les opérations de maintien de l'ordre contre-révolutionnaire qui touchent le continent africain.

Passons sur les opérations pour ainsi dire de « maintien de l'ordre intérieur » dans ses chasses gardées, après l'« indépendance », comme les interventions au Cameroun, au Gabon, au Sénégal, au Tchad, et celles qui se préparent aujourd'hui au Mali. Pour ne prendre que les questions les plus récentes ; s'agit-il du Biafra ? La France n'est pas loin ; s'agit-il de l'acte de piraterie qu'est l'annexion maroco-mauritanienne du Sahara occidental, la France y est mêlée ; la Corne de l'Afrique prend-elle feu, la France y est enfoncée à Djibouti, même après le semblant d'indépendance qui va être concédé dans les jours qui viennent ; la révolte grondait-elle en Angola, la France s'est trouvée derrière les Roberto Holden et Savimbi Jonas ; l'Afrique du Sud tente-t-elle de conjurer l'explosion sociale, la France arme le pouvoir blanc. Du Sud au Nord, de l'Est à l'Ouest, l'impérialisme français est là, pour tenter de sauver ce qu'il peut de ses gloires passées et de ses rêves pour l'avenir, dût-il pour cela en périr ou — pire — abandonner les restes d'une ridicule « indépendance nationale » à un grand frère intéressé...

Car l'Afrique est à l'aube de bouleversements formidables. La course au repartage entre les impérialismes, provoquée d'abord par la guerre impérialiste et l'effondrement des impérialismes anglais et français, vient d'être accélérée par l'effondrement de l'impérialisme portugais, homme de paille de la City. Mais les vieilles charognes ont du mal à crever. Si le lion britannique a cru pouvoir prolonger ses jours en donnant tout — richesses et honneur ! — en prêt à bail à l'Amérique, le coq gaulois, dressé sur ses

ergots, tente encore de faire bonne figure, tandis que les hyènes et les vautours sont aux aguets, avançant précautionneusement, chacun attendant avec sa méthode — mais fermement — son heure. Les grands conflits sont encore pour demain.

Deux grandes conclusions sont à tirer pour le prolétariat d'ici. La première est que la « déstabilisation » de l'Afrique doit mécaniquement entraîner la « déstabilisation » de l'Europe et, en premier lieu, de l'impérialisme français. Fait révolutionnaire d'une portée immense qui nous fait river les yeux sur les événements gigantesques qui mûrissent sur le continent africain.

La deuxième conclusion, dialectiquement liée à la première, est que cet effet ne pourra être utilisé dans un sens révolutionnaire (ce qui n'a pu être fait pour la seconde guerre mondiale et la vague d'émancipation nationale de l'Asie avec ses répercussions en Afrique noire), qu'à la condition qu'une avant-garde révolutionnaire sache rompre radicalement avec l'opportunisme et le social-impérialisme qui, par leur opium réformiste et chauvin, sont parvenus à empêcher le prolétariat de profiter pour son propre compte des « déstabilisations » précédentes.

Par-delà la portée immédiate du forfait impérialiste au Shaba, l'épisode est chargé d'une grande signification historique. Il a en effet également le caractère d'une préparation, d'une répétition politique pour l'ensemble des forces sociales et politiques du point de vue qui nous intéresse, c'est-à-dire celui de la lutte prolétarienne.

Notre tâche de parti est donc d'assurer une vigoureuse propagande visant à montrer au prolétariat que son intérêt immédiat et historique est de dénoncer les brigandages et les crimes de l'Etat français en Afrique et de tendre la main aux luttes d'émancipation nationale. Mais notre tâche doit aussi tendre à lui ouvrir les yeux sur le jeu des forces et des partis qui prétendent aider sa lutte alors qu'ils se placent dans les faits du côté de son ennemi, l'impérialisme français, ou qu'ils prennent une attitude peu claire, hésitante, qui démontre qu'ils ne sont pas prêts à affronter les formidables et inévitables chocs historiques de demain.

Ce bilan, nous nous attacherons à y contribuer dans les réunions, internes et publiques, mais aussi, naturellement, dans les colonnes de ce journal.

## Comment la gauche combat l'intervention

Dans son éditorial du n° 450 (16-4-77) Lutte Ouvrière n'a pas peur de confier : « Giscard d'Estaing a pris le risque de braver une partie de l'opinion mondiale, de soulever des tempêtes de protestations dans l'opposition, tant en France qu'à l'étranger ».

En fait de tempêtes on peut lire dans l'Unité (organe du PS) du 15 au 21-4 : « Que la France assure les pays africains amis de sa solidarité agissante face à une agression extérieure est compréhensible ». Le langage du grand architecte de la domination française new-look (grâce à la loi Defferre !) est limpide. La critique se résume donc à ce qui suit : « Que la première occasion choisie soit celle-là n'est pas à notre honneur ». Belle tempête en vérité !

Quant au PC, sa dénonciation de la politique gouvernementale porte sur le fait que, par cet acte, la France se mettrait au service de l'impérialisme, évidemment étranger, ce qui — il va sans dire — est contraire à l'intérêt national. De plus, Ballanger a accusé le gouvernement de ne pas avoir consulté le Parlement, suivi en cela par tout le monde, le PSU évidemment et même les gaullistes qui, dans leur joie de se sentir de nouveau français et... un peu boucoulés, fût-ce par un Giscard, ne s'en étaient pas encore aperçus. Et comme l'impayable Ballanger avait réclamé un débat parlementaire sur la question, on aurait pu s'attendre, à défaut de tempête véritable, à une tempête au moins... parlementaire.

Et le 13 avril, la séance de l'honorable assemblée était consacrée aux questions orales. Or, comme l'écrit le Matin de Paris du 14, il y eut : « Une grande absente, hier, au cours des traditionnelles questions au gouvernement à l'Assemblée nationale : l'intervention française au Zaïre, dont Valéry Giscard d'Estaing s'était pourtant longuement expliqué la veille à la télévision. Pas un seul élu n'a évoqué en séance ce sujet brûlant ». Et d'expliquer que « l'omission du Zaïre était involontaire, si l'on en croit certains parlementaires de l'opposition ».

Parés à droite donc, mais aussi, comme on le savait déjà, parés à gauche. A quand la prochaine « aventure africaine » ?

Le manque de place nous interdit malheureusement de parler de la réaction équivoque de l'« extrême-gauche » et de celle, crapuleuse, du maoïsme officiel.

## RÉUNIONS PUBLIQUES

### ● A PARIS

Vendredi 6 mai à 20 h 30, Salles Lancry, 10, rue de Lancry, Paris-10<sup>e</sup> (Métro République).

## Impérialisme français hors d'Afrique !

### ● A STRASBOURG

Vendredi 6 mai à 20 h 30, Maison des Syndicats, 1, rue Sédillot.

## Pourquoi la Russie n'est pas socialiste

## Les intérêts français en Afrique

On peut estimer que l'impérialisme français s'approprie entre le cinquième et le quart des richesses de l'Afrique : c'est cette proportion des exportations du continent qui va vers la France ; c'est aussi la part des investissements étrangers privés en Afrique qui sont d'origine française ; c'est surtout la part de la population africaine qui se trouve sous la direction semi-directe ou indirecte de l'impérialisme français. On sait en effet que, à part quelques pays comme l'Algérie, et dans une bien moindre mesure la Guinée et récemment Madagascar, l'impérialisme français exerce un contrôle non seulement économique mais aussi politique et militaire sur ses anciennes colonies.

Si l'on dressait la carte des approvisionnements actuels en matières premières (fer, manganèse, bauxite, cuivre, etc.), et surtout celle des approvisionnements futurs (pétrole, uranium !), on verrait que la France est intéressée à l'Afrique dans une part plus grande encore.

Tout ceci donne à ce continent une importance stratégique considérable, surtout si on y ajoute le fait que la plupart des autres sources d'énergie (pétrole) et matières premières approvisionnant l'Europe et en particulier la France longent les côtes africaines soit par la mer Rouge et la Méditerranée, soit — pour la part la plus importante — par le Cap de Bonne Espérance.

Il n'y a donc pas à chercher pour le compte de qui l'impérialisme français agit en Afrique : c'est tout trouvé, c'est pour le sien !

De plus, la décolonisation ouvrant le continent à la concurrence des autres impérialismes, c'est l'impérialisme français — et non l'Amérique — qui est le plus fortement attaché au *statu quo*, et donc lui qui est destiné à se montrer le plus arrogant, le plus barbare, le plus bestialement réactionnaire. Sa devise pourrait tenir dans une phrase du genre : « Frapper d'abord, comprendre ensuite », comme s'était écrit en substance *Le Figaro* à propos des événements d'Aléria... Aux larbins démocratiques de couvrir ces infâmies de la « France éternelle » par des sermons sur le « droit des peuples » !

Le tract diffusé par nos sections contre l'intervention française :

# IMPÉRIALISME FRANÇAIS HORS D'AFRIQUE !

Une fois de plus, l'impérialisme français intervient militairement en Afrique. Il le fait cette fois par Maroc interposé, avec l'accord des autres impérialismes occidentaux et de la Chine, en présentant hypocritement son forfait comme un « geste de solidarité » envers le continent africain.

### PROLÉTAIRES, CAMARADES !

La vérité est que l'impérialisme français cherche à empêcher une révolte de faire tomber le régime honni de Mobutu, ce qui favoriserait les progrès de l'impérialisme russe concurrent. La vérité est qu'il n'est pas seulement un des principaux exploiters et pilleurs de l'Afrique, mais qu'il en est aussi le gendarme !

### AUCUNE SOLIDARITE AVEC « NOTRE » ETAT DANS LES BRIGANDAGES IMPÉRIALISTES !

Le terrain privilégié des querelles entre les brigands impérialistes est aujourd'hui l'Afrique. Mais tant que durera le capitalisme, les richesses du monde seront partagées entre nos exploiters et à leur seul profit, au prix de guerres dans lesquelles ils nous obligent régulièrement à nous entr'égorgier pour leur bien, et au prix de l'oppression la plus terrible des masses exploitées des pays asservis.

Seul le communisme pourra réaliser un plan mondial permettant d'exploiter harmonieusement les richesses de la planète au profit de toute l'humanité. Mais ceci nécessite une révolution qui détruit par la violence les Etats bourgeois, et en premier lieu les grands Etats impérialistes, dont la puissance est d'autant plus grande qu'ils exploitent et oppriment plus de pays.

### SOLIDARITE PROLÉTAIRIENNE AVEC LES LUTTES ANTI-IMPÉRIALISTES EN AFRIQUE

La solidarité avec les luttes des masses africaines opprimées est indispensable pour réaliser l'alliance révolutionnaire contre l'ennemi commun du prolétariat des métropoles et du mouvement révolutionnaire des

prolétaires et des paysans pauvres des pays dominés, et pour préparer ainsi les conditions de la révolution mondiale. Cette solidarité exige de rompre avec les laquais de l'impérialisme français, les partis « de gauche » PS et PCF, qui masquent leur passivité complice sous des protestations purement verbales au parlement, et se réclament eux aussi du principe bourgeois de l'« intérêt national » qui a toujours été le drapeau des crimes de l'impérialisme. Mais qu'attendre d'autre de ceux qui, au gouvernement ou dans l'opposition, ont toujours été les complices, sinon les artisans, de tous les crimes de la France « démocratique », que ce soit en Indochine, à Madagascar, à Suez, en Algérie, au Cameroun ?

Pour être efficace, la lutte doit se porter sur un terrain de classe. Elle doit mépriser les appels des démocrates au respect du « droit international » et autres balivernes qui n'ont jamais fait de mal à l'impérialisme et dans lesquelles ce dernier sait à l'occasion se draper pour imposer sa loi.

La lutte doit viser à unir nos rangs et à surmonter l'opposition suscitée par la bourgeoisie entre ouvriers français et immigrés en luttant notamment

### CONTRE TOUTES DISCRIMINATIONS ENVERS LES OUVRIERS IMMIGRÉS !

Elle doit revendiquer nos armes spécifiques de classe, la grève, le boycott des envois d'armes et de troupes (ce qui exige une préparation préalable dans les usines et dans les casernes). Certes, ces armes sont encore très difficiles à mettre en œuvre aujourd'hui mais elles doivent être revendiquées dans toutes les organisations que se donne la lutte ouvrière.

### POUR L'UNION FRATERNELLE DES PROLÉTAIRES D'EUROPE ET DES MASSES EXPLOITÉES D'AFRIQUE !

### IMPÉRIALISME FRANÇAIS HORS D'AFRIQUE !

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

## Soulager les chômeurs et non les choisir !

Barre est très préoccupé par le chômage. La gauche aussi. Et leur sens commun de la conservation sociale nous permet de prendre leur anxiété au sérieux.

Les mesures que prévoit la gauche ont un air de justice sociale qui ne doit pas faire illusion: il y a d'abord l'allongement de l'âge de la scolarité (ce qui n'a jamais nourri les jeunes en chômage ni leurs parents, mais qui a l'intérêt de faire brutalement diminuer les statistiques officielles). Il y a ensuite l'emploi dans les services publics, et, à ce sujet, les partis de gauche ne nous ont jamais dit, eux qui veulent en même temps rendre l'économie plus compétitive et contenir la baisse, des prix, comment résoudre à la fois tous les problèmes.

Les mesures prévues par le gouvernement et le patronat sont évidemment beaucoup moins « enveloppées ».

Il s'agit d'abord de la retraite anticipée obligatoire dans des cas exceptionnels. Les travailleurs qu'on jugera les plus usés et les moins productifs — ou les plus combattifs! — seront donc mis au rebut et devront se contenter d'un salaire s'élevant à 85 % du brut actuel!

Ensuite les femmes venant d'avoir un enfant auront le loisir de pouvoir se consacrer pendant deux ans aux joies de la maternité dont on nous donne à penser qu'elles viendront compenser les dérisoires ressources de 1 000 F par mois.

Il s'agit enfin de donner une prime de départ de 15 000 F aux « candidats au travail à l'étranger ». Les travailleurs immigrés auront donc le plaisir d'aller s'inscrire au chômage dans leurs pays d'origine et si la prime ne les convainc pas, il ne fait pas de doute que les mœurs rudes des gardiens d'Arc et autres flics, dont les travailleurs immigrés sont d'ailleurs familiers, pourraient fort opportunément les aider à le faire.

Non pas soulager les chômeurs, mais les choisir en fonction des besoins de la conservation sociale et en divisant les ouvriers: tel est le sens des réformes bourgeoises. Les prolétaires ne doivent pas s'y laisser prendre.

# Le 1<sup>er</sup> mai et la diminution du temps de travail

C'est en 1889 que le Congrès International Ouvrier Socialiste de Paris décida que dorénavant aurait lieu chaque premier mai une grande journée de grève concertée dans tous les pays du monde. Cette date, qu'avait déjà choisie la Fédération Américaine du Travail, avait été retenue à la mémoire des victimes de la répression bourgeoise américaine, et en particulier, celles de Chicago. En effet, le premier mai 1886, avait eu lieu dans tous les Etats-Unis une grande grève pour revendiquer la journée de 8 heures; cette grève avait été très importante à Chicago (80.000 ouvriers) et avait été sauvagement réprimée.

Les premiers mai, celui de 1890 et des années qui suivirent, n'étaient pas comme maintenant la « fête du travail » (comme si les travailleurs pouvaient célébrer le travail sous le capitalisme!) et de la collaboration des classes. C'était alors une journée de lutte de classe « poursuivant l'affranchissement du travail, l'abolition du salariat et la création d'un ordre de choses dans lequel, sans distinction de sexe ni de nationalité, tous e<sup>t</sup> toutes auront droit aux richesses issues du travail commun » et mettant en avant l'exigence immédiate de la journée de 8 heures, exigence commune à toute la classe ouvrière. Les bourgeoisies nationales et leurs Etats détestaient cette date où ils voyaient déferler les foules de prolétaires massés derrière leur drapeau unique, le drapeau rouge et chantant l'Internationale. Ils voyaient devant eux l'armée de la classe ouvrière unie à l'échelle internationale et se préparant à la révolution.

Lénine écrivait à propos du 1<sup>er</sup> mai en 1900 que la journée de 8 h est « la revendication de tout le prolétariat, adressée non pas à tel ou tel patron, mais au pouvoir d'Etat, en tant que représentant de tout le régime social et politique actuel, à toute la classe des capitalistes détenteurs de tous les moyens de production. La revendication de la journée de 6 heures a pris un sens spécial: c'est une déclaration de solidarité avec le mou-

vement socialiste international. Nous devons faire en sorte que les ouvriers prennent conscience de cette différence et ne ramènent pas la revendication de 8 heures au niveau de revendication comme celle de billets gratuits ou du renvoi d'un gardien. Tout le long de l'année, ici ou là, les ouvriers présentent constamment aux patrons toutes sortes de revendications particulières et luttent pour les faire aboutir: les socialistes, en les aidant dans cette lutte, doivent montrer qu'elle se rattache à la lutte du prolétariat de tous les pays pour son émancipation. La journée du Premier Mai doit avoir le sens d'une déclaration solennelle par laquelle les ouvriers reconnaissent ce lien et s'associent résolument à cette lutte. » (Préface à la brochure « Les journées de Mai à Kharkov », Œuvres, tome 4, pp. 376-377.)

Au sortir de la première guerre impérialiste, sur la lancée de la vague révolutionnaire internationale qui permit de conquérir le pouvoir en Russie, la classe ouvrière a obtenu un peu partout la journée de 8 heures et l'Internationale communiste a donné au 1<sup>er</sup> mai un éclat nouveau en en faisant une journée de solidarité internationale des prolétaires pour leurs revendications, contre le chauvinisme et l'impérialisme qui se cachaient sous les mots d'ordres mensongers de « solidarité nationale » et d'« union sacrée ».

Cette tradition grandiose n'a pas résisté à la contre-révolution stalinienne qui a entraîné le prolétariat mondial dans la lutte fratricide de la seconde guerre impérialiste, chacun sous le drapeau de « sa » patrie.

Depuis 1919, la semaine de travail peut bien avoir baissé, la journée non. Cette dernière a même augmenté grâce à la compréhension des directions réformistes pour les besoins de l'« économie nationale »; elle s'est allongée des interminables temps de transport. La journée de fatigue imposée au prolétaire va donc croissant.

Mais pour bien comprendre ce phénomène, il ne faut pas seulement considérer

la durée du travail. Il faut aussi et surtout tenir compte de l'intensité du travail. Comme l'expliquait Marx, le machinisme, tant qu'il reste soumis à la loi barbare du capitalisme, permet « d'imposer à l'ouvrier une tension plus grande de sa force de travail, un remplissage plus adéquat des temps morts, par conséquent une extrême condensation du travail »; ce qui a pour conséquence, puisque la concurrence entre les ouvriers est la règle, que tout progrès de la productivité s'accompagne aujourd'hui d'une augmentation de l'intensité du travail et donc de la fatigue de l'ouvrier.

Pour se défendre contre le poids toujours plus grand du capital, il n'y a qu'une seule voie, la lutte de classe. Et la réduction radicale du temps de travail doit être un objectif central de cette lutte: il faudrait peut-être aujourd'hui réclamer une journée de travail inférieure à 4 h pour compenser l'accroissement vertigineux de l'exploitation pendant ces dernières années. Mais la revendication de la journée de 7 h (ou de la semaine de 35 h), pourvu qu'elle soit demandée immédiatement et sans calendrier, à salaire égal (à celui pratiqué aujourd'hui, heures supplémentaires obligatoires comprises) et avec interdiction des heures supplémentaires, et avec les méthodes appropriées (la grève et l'organisation des ouvriers) pourrait permettre de faire un pas dans ce sens.

Dans cette lutte, la classe ouvrière pourra retrouver l'exigence de son but propre, le socialisme, qui aura comme tâche première de réduire au maximum le temps de travail et d'utiliser le progrès technique pour soulager la peine et la fatigue de l'humanité.

Il est temps que renaisse la tradition prolétarienne du 1<sup>er</sup> mai avec sa revendication centrale: la diminution de la journée de travail dans tous les pays! Il est temps que la classe ouvrière, dans tous les pays, retrouve le sentiment que sa lutte est unique et vise au même but, l'« abolition du travail salarié »!

## A propos de la grève des loyers à la SONACOTRA

# De l'usine au logement: exploitation et répression

Parmi les innombrables luttes dans des foyers de travailleurs immigrés de ces dernières années, la lutte des résidents de la Sonacotra revêt un aspect exemplaire, par son ampleur (56 foyers en lutte en avril 76, soit 20 000 travailleurs), par sa durée, par sa combativité et la volonté des résidents de défendre l'unité et la centralisation de la lutte, malgré l'isolement, la répression, et les tentatives de division.

La lutte des résidents de la Sonacotra a fait voler en éclats les mensonges écœurants de la bourgeoisie sur la « fraternité » entre les classes qui « s'étend — déclarait Giscard le 9-10-74 — aux travailleurs immigrés, qui contribuent à notre production et à notre progrès », et ses promesses démagogiques d'une « place digne, humaine et équitable » pour les immigrés, en dévoilant un aspect de l'exploitation et de la répression que la classe ouvrière subit tous les jours au niveau du logement, comme prolongement de l'exploitation et du despotisme d'usine, et en montrant en action l'ennemi de classe, avec toute sa brutalité, face à la résistance des travailleurs.

★

Il y a deux millions de travailleurs immigrés en France, 4 millions en comptant leurs familles. Ils constituent une grande partie de la masse des salariés « non aristocratiques » (92 % des salariés étrangers sont des ouvriers, et environ 67 % des ouvriers étrangers sont des OS et des manoeuvres), et leurs conditions de vie sont celles de tous les prolétaires sans réserves, avec leurs caractéristiques permanentes: insécurité, exploitation, répression, dans le travail comme dans tous les aspects de la vie. De tout temps, la philanthropie bourgeoise a refoulé les couches les plus exploitées du prolétariat dans l'habitat insalubre, inséparable du mode de production capitaliste et de ses conséquences: chômage, salaires de misère, urbanisation galopante, cherté des loyers, taudis surpeuplés

d'un côté, logements vides de l'autre (selon les estimations de Dijoud, fortement sous-évaluées, 1 000 000 de personnes vivent dans l'habitat insalubre dont 70 à 80 % d'immigrés).

Les besoins de la spéculation immobilière poussent à l'organisation en grand de la démolition (ou de la « réhabilitation ») des quartiers pauvres et des bidonvilles des zones urbaines, et à la déportation de leurs habitants, généralement transférés dans d'autres formes d'habitat insalubre ou « transitoire ». De nombreuses lois (telles la loi Vivien de 1970 et la loi « contre les marchands de sommeil » de 1976) facilitent le processus, sous couvert d'humanité et de lutte contre l'habitat malsain. En fait la mise en application de la loi de 1970, qui répondait aussi à la volonté de faire éclater des concentrations d'immigrés jugées dangereuses pour les parquer dans des foyers où ils seraient contrôlés plus étroitement, ne s'est évidemment pas traduite par la destruction des bidonvilles, mais par leur déplacement, par l'aggravation du surpeuplement des meublés et garnis, et par la prolifération de toute une série de « foyers-hôtels » gérés soit par des spéculateurs privés, soit par des sociétés publiques ou semi-publiques à but soi-disant « non lucratif ».

La Sonacotra (Société nationale de construction de logements pour les travailleurs), société d'économie mixte, est une de ces entreprises commerciales, avec un secteur immobilier (achat de terrains, construction de nouveaux foyers et cités de transit) et un secteur hôtelier (gestion des foyers et cités de transit déjà construits). Ses actionnaires, détail intéressant, sont l'Etat français (55 % des actions), l'Etat algérien (7,39 %), et différentes associations patronales (Renault, la Fédération du Bâtiment, l'UIMM, le CNPF, le Crédit Foncier, entre autres). Deux principes essentiels guident son action, dite « humanitaire » et « non

(suite page 8)

## L'opportunisme à la rescousse de l'aviation

Dans la guerre commerciale qui s'intensifie entre les différents impérialismes en proie à la crise, l'opportunisme est un porte-voix idéal pour la mobilisation chauvine du prolétariat, appelé par « sa » bourgeoisie à serfer derrière elle les rangs... et la ceinture pour la « sauvegarde de l'économie nationale et l'indépendance du pays ». La production aéronautique dont le marché mondial est à 95 % contrôlé par les USA, est actuellement le terrain privilégié de cette mobilisation. Nous y trouvons, selon le vocabulaire de la CGT, ces messieurs « au cœur de l'action ».

Concurrence ! et rentabilité ! voilà comment ils raisonnent, de concert avec la section FO majoritaire à la SNIAS-Toulouse qui, elle, menace: « Pas d'achat d'Airbus pour les USA, pas d'avions américains en France ! » (La dépêche du Midi, 29 février). Ainsi tout est dit comme la bourgeoisie veut l'entendre. Autre résultat en date de cette politique: le 22 février, la direction, qui sait bien qu'il n'y a aucune réponse sérieuse des bonzes syndicaux des trois centrales à craindre (Ils appelaient le 8 mars à... une après-midi de grève!), a pu annoncer vingt journées chômées pour 77, qui entraîneront à elles seules, sauf riposte ouvrière malgré les directions syndicales, une perte annuelle de salaire de plus de 5 %. Depuis, la campagne pour « voler français » confine au délire...

Mais c'est encore pour sa campagne Concorde que la bourgeoisie peut décerner à l'opportunisme la palme du mérite national. Passons d'abord sur les arguments faisant dépendre la « réussite commerciale » de Concorde (qui de toute façon n'est pas l'affaire des ouvriers de la SNIAS ou d'ailleurs) de la « démocratisation des transports aériens » c'est-à-dire... de l'application du programme commun. Mais tout dépendrait surtout de la décision du Port de New York, prétexte de la récente campagne.

En fait, la possibilité d'atterrir à New York, n'améliorerait en rien la position commerciale de Concorde, dont toutes les caractéristiques sont connues depuis longtemps, et ont depuis longtemps déterminé, dans un sens ou dans l'autre, les acheteurs éventuels. Cette campagne pour des motifs

soi-disant économiques était donc seulement un thème politique commode de propagande chauvine.

De plus, en identifiant sans vergogne « le combat pour l'emploi » avec « le combat pour l'indépendance nationale » (L'Humanité, 1<sup>er</sup> mars), il s'agit encore et toujours d'enchaîner les prolétaires à la bonne marche de « leur » entreprise, et à l'intérêt de « leur » Etat, qui se confond pour le PCF avec « l'intérêt général ». « Parce qu'ils font de la défense de l'industrie nationale, de l'indépendance du pays, une question de principe, les communistes (du PCF) ont toujours défendu Concorde ». (L'Humanité, 8 janvier 77). Cette défense a pris la forme d'une campagne de signatures où le démocratisme de ces messieurs s'est donné libre cours: 113.568 signatures des Français « pour Concorde à New York »: pensez donc! A noter que le PCF qui se vante de défendre la patrie contre « l'abandon national » de sa bourgeoisie est venu, à la remorque de la bourgeoisie commerçante toulousaine, dans un comité de défense de Concorde « strictement apolitique » (sic), formé à l'initiative de celle-ci, et avec pour « président » le marchand de fourrure le plus connu de la ville.

Acceptant les termes mêmes de la guerre économique entre Etats, le PCF proteste contre les quatre milliards de crédit que l'Etat américain vient de consentir à la NASA pour la construction d'un prochain supersonique (L'Humanité, 19 mars). Toujours en vertu des mêmes principes, Séguys ose demander le 2 mars à la télé: « Pourquoi ne pas boycotter les produits américains ? »

Le résultat de cette politique est qu'à Toulouse l'industrie aéronautique (SNIAS, LATECOERE) pour maintenir sa compétitivité, a supprimé plus de trois mille emplois depuis trois ans, sans qu'aucune défense réelle soit organisée. Et l'Etat prévoit pour 1977 dans l'ensemble des usines de la SNIAS, à Toulouse et ailleurs, le licenciement de 1.550 travailleurs.

Le prolétariat a tout à perdre dans le chauvinisme, tout à gagner dans la lutte de classe!

Bulletin P.T.T. (Centre de Tri - Paris) n° 7 (extrait)

## Coordination permanente des centres de tri !

Après la grande grève de novembre 74, l'administration a accéléré la mise en application d'un plan de restructuration prévoyant l'éclatement des vieux centres de tri et la création de centres automatisés en banlieue et en province.

Ce plan vise à réduire à moyen terme les coûts de fonctionnement du secteur postal et à briser la combativité des vieux centres, surtout à Paris.

Déjà dans les centres de tri automatisés installés en banlieue, l'administration supprime les quelques avantages acquis dans les anciens centres, et engage une attaque frontale contre nos conditions de vie et de travail :

— réduction des effectifs, augmentation des cadences, chasse aux temps morts, augmentation du nombre de rentrées en nuit, licenciements massifs des auxiliaires, refus de donner les RC.

Certain d'entre nous peuvent déjà goûter aux joies de l'indexation, rivés à la machine pendant toute la vacation.

Ce ne sont pas les 10 minutes de pause toutes les heures, la moquette ou la musique d'ambiance qui pourront nous préserver de l'abrutissement physique et nerveux le plus complet.

Pour les centres parisiens, et peut-être même pour les CTA, va se poser le problème de la réduction des effectifs en nuit, ce qui va nécessiter une lutte soutenue pour imposer l'intégration des primes de nuit au salaire de base, une augmentation équivalente de salaire en jour et demi-nuit, un accroissement substantiel du nombre de jours de congés.

C'est en nous isolant à la faveur du démantèlement des centres parisiens que

l'administration compte nous imposer les effets de cette restructuration et mener son attaque en règle contre nos conditions de vie et de travail.

En créant des centres de 500 à 600 travailleurs maximum, dispersés dans toute la banlieue, elle tente de rendre impossible toute riposte compacte et centralisée. Elle installe un véritable quadrillage et espère bien nous briser en empêchant les luttes de dépasser le niveau strictement local.

Or, c'est dans ce piège que nous enferment les dirigeants syndicaux réformistes. Depuis des mois, aux effets catastrophiques de la restructuration, ajoutés à la pression qu'exerce le plan Barre sur nos conditions de vie, ils n'ont opposé aucune riposte résolue, coordonnée et frontale, rien que 3 journées de 24 h, aussi inefficaces que démoralisantes.

Les directions fédérales et régionales CGT et CFDT, dont ce serait pourtant la fonction, n'ont préparé ni proposé aucune coordination rigoureuse et permanente des différents centres et bureaux, ne serait-ce qu'au niveau parisien.

Bien au contraire, alors que depuis plusieurs semaines, des grèves isolées et locales éclatent sans cesse dans les différents centres (pour les problèmes des repos d'office le dimanche ou pour les effectifs par exemple) l'UR-CGT a refusé par deux fois, dans les deux dernières réunions des CT extra muros, de coordonner ces luttes éparses et de les fonder dans une riposte centralisée et compacte.

Dans un tract du 28-2-77, elle conclut : « la CGT appelle les travailleurs à réagir selon les formes de lutte appropriées à chaque centre ».

Comme si pour obtenir les effectifs nécessaires à la diminution des cadences pour obtenir les 2.500 F mensuels minimum et les 500 F pour tous tout de suite, les 35 h en jour et les 30 h en nuit, la titularisation immédiate et sans condition des auxiliaires, dont nous avons besoin, nous pouvions nous contenter de luttes locales, et employer des méthodes de lutte différentes d'un centre à l'autre !

Affronter l'administration en ordre dispersé, c'est nous condamner à connaître échec sur échec, c'est nous condamner à être battus centre par centre, à sombrer dans la démoralisation, à épuiser nos forces.

C'est pourquoi dans les syndicats comme hors des syndicats, contre les bonzes réformistes qui nous divisent, tous ceux d'entre nous qui veulent sauvegarder et améliorer leurs conditions de lutte doivent travailler à tisser des liens solides et permanents avec leurs camarades des différents centres.

Dans les sections syndicales, dans les assemblées de travailleurs, mettons en avant l'exigence d'une défense collective et d'une riposte directe contre l'administration, par le recours systématique à nos armes spécifiques de classe, comme **LA GREVE SANS PREAVIS, NI LIMITATION PREALABLE DE DUREE !**

Seule la force IMMENSE que nous donne l'UNITE et la COHESION peut nous permettre de RESISTER aux effets de la restructuration et de REPENDRE victorieusement aux attaques de l'administration.

Bulletin C.H.R. (Lille) n° 2 (extrait)

## Les infirmières et le travail de nuit

A la fin du mois dernier s'est dessiné un mouvement parmi les infirmières de la « Charité » pour refuser le travail de nuit qu'on cherchait à imposer à certaines d'entre elles. L'administration exerçait ces pressions pour remplacer les étudiants en médecine achevant leur stage. La CFDT s'est faite notamment leur porte-parole, réclamant du conseil d'administration qu'il mette en place une « solution acceptable pour le personnel », précisément en augmentant les effectifs.

Ce conflit met en évidence les conditions déplorables dans lesquelles est actuellement assuré le service de nuit dans tous les établissements. L'administration réussit dans la plupart des cas à faire assumer celui-ci :

— soit par des « volontaires » contre une prime de nuit absolument dérisoire mais que l'état actuel des salaires, tellement bas, rend « intéressante » malgré tout. Et aussi parce que pour certaines femmes il n'est pas indifférent d'être à la maison la journée quand on a des enfants à élever ou un mari qui travaille lui aussi la nuit.

— soit par des élèves-infirmières qui sont en général considérées comme des « bleues » auxquelles sont réservées les tâches les plus ingrates.

— soit par des étudiants qui trouvent ainsi le moyen de payer en partie leurs études.

Dans ces conditions que l'administration considère comme parfaitement normales et contre lesquelles les syndicats ne s'élèvent pas bien qu'elles soient déjà en elles-mêmes un scandale (par la charge de travail pour les infirmières et élèves-infirmières qui font la nuit et connaissent une fatigue encore plus grande avec des horaires allongés au maximum) que se passe-t-il lorsque soudain l'administration tente d'imposer le travail de nuit à des infirmières qui jusque-là travaillaient la journée et ne se sentaient pas concernées ? C'est là que la responsabilité des directions syndicales est déterminante. Eh bien tout naturellement celles qui sont ainsi sollicitées demandent à l'administration d'embaucher de nouvelles infirmières qui feront inmanquablement le service de nuit ! La CFDT joue donc la carte d'une catégorie contre une autre, celle de jour contre celle de nuit. Ce n'est certes pas ainsi que l'on construit l'unité des travailleurs !

La situation actuelle impose un travail conséquent parmi les infirmières quel que soit le service qu'elles effectuent pour améliorer les conditions de travail et tendre à égaliser aussi celles-ci pour que les infirmières soient plus unies entre elles et aussi avec les élèves et là il est urgent que les discriminations cessent car elles servent à une seule chose : arranger les affaires de l'admini-

nistration en accentuant la division au sein du personnel.

Ceci doit être fait parallèlement à la bataille nécessaire pour que le travail de nuit puisse être refusé par n'importe quel membre du personnel non-employé pour le faire.

Il faut avancer des revendications dans ce domaine qui sont susceptibles de rassembler tous les agents concernés par le travail de nuit :

— Non à l'imposition du travail de nuit !

— Réduction du travail de nuit avec pour conséquence une augmentation des effectifs.

— Parité de salaire aux « travailleurs en formation » (les élèves infirmières ont d'ailleurs manifesté dans ce sens auprès de la DDASS le 17 mars).

La satisfaction de ces revendications exige que le personnel se rassemble et utilise les moyens de lutte propres à la classe ouvrière au premier rang desquels se trouve la grève. Aux infirmières qui s'imaginent encore avoir un statut privilégié ou une fonction qui en fait autre chose que des travailleuses, nous ne pouvons que leur dire que c'est l'administration elle-même qui fait la preuve du contraire et que par conséquent elles doivent lutter aux côtés des autres travailleurs hospitaliers et être solidaires de leur lutte comme eux-mêmes doivent les soutenir.

Bulletin Renault (Billancourt) n° 7 (extrait)

## Solidarité avec les ouvriers de la R.M.O. !

La crise n'épargne aucune partie de la classe ouvrière. Aujourd'hui ceux de la machine outil, hautement qualifiés, sont tombés comme les autres. 2.000 licenciements en 76, au moins 1.000 pour le début de l'année.

A la RMO la direction prévoit au moins 400 licenciements (elle parle même de ne laisser que 200 ouvriers sur les 250 de Billancourt). Elle a déjà licencié 140 ouvriers à AGMA CRIBIER et SERI, filiales RMO, et accroît la pression sur ceux qui restent, pour qu'ils acceptent les « mutations »... c'est-à-dire la déqualification (donc baisse de salaire) ou le chômage.

Quelle riposte ont organisé les directions CGT et CFDT ?

— Un débrayage d'une heure, département par département le 20-10-76 (le 20 à 10 h, le 21 à 14 h, etc.), les ouvriers des diffé-

rents départements ne pouvant même pas se rencontrer !

— La journée « d'action » symbolique du 4 avril, qui comme les précédentes l'ont montré, n'amène que la désillusion et le découragement.

— Le soutien à un licencié, Siegfried Ross, réintégré de force par ses camarades et travaillant sous la protection de ceux-ci. Mais les directions syndicales n'ont même pas essayé d'élargir ce sain réflexe de la base aux autres licenciés et mutés de la RMO, faisant ainsi de Ross le « symbole », lui aussi, de la lutte contre les licenciements. Comme si les ouvriers de RMO pouvaient vaincre les attaques de la direction par une riposte symbolique !

Voilà le résultat de la politique que les partis opportunistes imposent aux luttes ouvrières. Les gens qui défendent la bonne

marche de l'entreprise et non les conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière en arrivent même à faire s'opposer les ouvriers entre eux.

« La logique voudrait que l'Etat, propriétaire de la Régie, et la Direction Générale développent le secteur machine-outil pour soutenir la redoutable concurrence de Peugeot-Citroën » (tract CGT-RMO). Comme si les ouvriers devaient se battre entre eux, non contre les patrons mais contre les ouvriers de l'entreprise concurrente, en liant leurs intérêts à ceux du patron de « leur » entreprise !

C'est contre les intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière que les directions syndicales agissent, et ici encore tout exige que l'on rompe avec cette orientation défaitiste.

## « Obsession » : un conflit typique

« Obsession » (région lyonnaise) : fabrique de la lingerie, des corsets et des maillots de bain ; employe 120 personnes, principalement des femmes (115, soit 95 % de l'effectif total), dans l'ensemble très jeunes. Septembre 1975 : la crise, les réductions d'horaires, le chômage partiel. Octobre : dépôt de bilan, tout le personnel est menacé de licenciement.

L'occupation est décidée à l'unanimité. C'est la section CGT qui dirige le mouvement et lui donne son orientation : il faut se battre pour qu'une solution industrielle intervienne car l'entreprise est viable !

Une déléguée raconte : « Tout était à inventer car nous n'avions jamais connu de lutte dans l'entreprise et si le syndicat existait depuis 1968, IL N'AVAIT AUCUNE ACTIVITE REELLE ». C'est dommage et cela explique peut-être que la majorité du personnel était payée tout juste au SMIC.

Sans doute le conflit « Obsession » a-t-il servi de banc d'essai pour l'opportunisme car cette entreprise a été une des premières touchées par la crise dans la région. Mais, en guise d'« invention » on ne peut dire qu'il ait fait preuve de beaucoup d'imagination.

Ces derniers temps, après 17 mois d'occupation (500 jours et nuits), certains petits-bourgeois démocrates s'étonnaient qu'on puisse constater « une certaine lassitude au sein du personnel » et qu'après le reclassement de certains, on ne dénombre plus que 50 occupants.

Il n'y a pas de doute que de tels conflits sont les plus difficiles qui soient et que prolonger l'occupation lorsque les ouvriers n'ont plus aucun moyen de pression réel ne revient qu'à épuiser l'énergie des travailleurs tout en se donnant à bon compte des airs de radicalisme.

En tout cas, même s'il est illusoire de trouver des recettes en matière de lutte, il y a quelque chose qui nuira toujours aux travailleurs, c'est le respect servile de la Législation et du Droit que cultivent les dirigeants syndicaux réformistes dans les rangs ouvriers.

On apprenait au début du mois de mars que le syndicat avait introduit une demande en référé visant à l'expulsion des occupants. Le jugement devait être rendu par le tribunal de grande instance de Lyon aux environs du 12 avril. Le 7 avril, la section syndicale CGT organisait un meeting de protestation contre l'expulsion. « Symboliquement, ce meeting s'est déroulé dehors et non à l'intérieur des locaux occupés depuis 17 MOIS, comme les précédents » (Le Progrès de Lyon du 8 avril).

L'opportunisme aura maintenu les ouvrières et les ouvriers en lutte d'« Obsession » loin de la solidarité active des travailleurs des autres entreprises, aura laissé les chômeurs à leur sort et évité soigneusement de parler d'autodéfense.

C'est un conflit qui a valeur de symbole de toutes les méthodes que la classe ouvrière doit refuser pour se défendre véritablement.

## A NOS LECTEURS EN BELGIQUE

A l'occasion des élections et du 1<sup>er</sup> mai, nous avons publié un « supplément pour la Belgique » dont voici le sommaire :

- Contre la diversion électorale !
- 1<sup>er</sup> mai : pour la lutte de classe prolétarienne
- Notes internationales : USA, Portugal, Afrique
- Pour la défense des chômeurs
- Nos directives de travail syndical
- La LRT et les élections : l'éternel centrisme.

16 pages ronéotypées — Prix : 10 FB

## RÉUNION PUBLIQUE A LILLE

Samedi 30 avril à 15 heures, 27, rue Adolphe

Question féminine et lutte de classe

## En Belgique la lutte noyée dans les élections

Nous avons vu dans un précédent numéro comment les directions syndicales (FGTB et CSC avaient lancé un mouvement de grève, dispersé et fragmenté au maximum, afin de libérer un peu de la pression ouvrière qui commençait à s'accumuler face au plan d'austérité du gouvernement. Le savant calendrier syndical ne fut pourtant pas respecté par les travailleurs, qui se mobilisèrent massivement et cherchèrent d'instinct à briser les barrières dressées par l'opportunisme.

Le 9 mars le gouvernement Tindemans utilisant une vieille recette démocratique, procédait à la dissolution des Chambres et provoquait de nouvelles élections. Les directions syndicales et derrière elles le PSB, dans l'opposition depuis trois ans, saisirent alors ce prétexte pour suspendre les grèves car... « le gouvernement n'est plus un interlocuteur valable ». Cette suspension à la veille du « troisième vendredi » de grève provoqua la confusion générale et des arrêts de travail eurent quand même lieu dans la province de Namur, si bien que Syndicats, l'organe de la FGTB, a pu affirmer : « une deuxième leçon que nous avons réapprise à la suite de ces derniers événements, c'est qu'il est plus difficile souvent de mettre fin à une grève que de la déclencher »...

Ces élections sont donc le prétexte à une véritable trêve sociale organisée par l'opportunisme. Ce qui n'empêche pas l'extrême gauche belge, les maoïstes (TPO-AMADA) ainsi que les trotskystes (LRT, section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale), d'engager la « bataille électorale », les premiers au nom de la lutte de classe mariée à la lutte pour l'« indépendance nationale », les seconds pour un « gouvernement des organisations ouvrières » ; la LRT est même allée jusqu'à proposer — en vain — au PCB un accord en vue de listes communes, pour lequel elle était prête à tous les compromis.

Ce n'est certainement pas la bonne méthode pour aider la classe ouvrière à se débarrasser des illusions pacifistes et démocratiques et à trouver le chemin de la lutte autonome de classe !

# En Algérie, « révolution agraire » et volontariat

Les statistiques de la FAO indiquent que si la production agricole en Algérie s'élevait à l'indice 100 sur la moyenne des années 1961-1965, elle est seulement passée à l'indice 110 pour la moyenne des années 1970-1974. Mais, comme dans le même temps la population a cru considérablement plus vite, la production (agricole comme alimentaire) par tête d'habitant est passée de l'indice 100 à l'indice 85. De plus, pendant les années 69 à 71, l'agriculture algérienne, au lieu de progresser de 3 % l'an selon les vœux des planificateurs « socialistes », a bel et bien diminué au rythme de 1 % l'an.

Il est clair qu'un tel déficit alimentaire porte atteinte à la sacrosainte accumulation de capital qui nécessite une forte augmentation de la productivité agricole. Mais il y a plus grave encore pour les classes dominantes algériennes : la pénurie des biens agricoles, la hausse des prix et l'aggravation des conditions de vie des masses exploitées des villes et des campagnes qu'elles entraînent inévitablement dans leur sillage représentent un risque majeur pour la paix sociale, cette autre condition indispensable de l'accumulation de capital.

Voici donc brossée rapidement la toile de fond de la fameuse « révolution agraire » théâtralement lancée par le régime de Boumediène en 1971.

Sans doute l'intérêt des prolétaires, des semi-prolétaires et des masses paysannes pauvres aurait-il exigé un déchaînement de la lutte de classe dans les campagnes, qui élimine rapidement les vieilles classes et aide à refermer l'immense plaie ouverte par l'agriculture spéculative coloniale : ainsi aurait pu être allégé le sort des masses paysannes pauvres et aurait-on pu marcher par la voie la plus directe à la satisfaction des besoins alimentaires des villes.

Mais le régime de Boumediène s'est installé à la pointe des baïonnettes d'une armée sélectionnée et entraînée hors des frontières, hors d'atteinte du souffle révolutionnaire des masses plébiennes radicalisées. Il s'est installé en faisant marcher cette armée contre le mouvement révolutionnaire urbain et contre les révoltes paysannes, la main dans la main avec la petite-bourgeoisie urbaine et terrienne,

lasse de la tourmente politique, avec la propriété foncière et les castes religieuses, et bien entendu, sous l'œil bienveillant de l'impérialisme qui lui a su gré, comme l'a déclaré une fois le très peu révolutionnaire *Financial Times*, d'avoir « dépolitisé » l'Algérie.

La soi-disant révolution agraire de Boumediène ne pouvait donc avoir d'autre objectif que de tenter de développer la production agricole, mais en touchant le moins possible aux privilèges et aux vieux rapports de classe, même quand l'évolution économique les rend toujours plus pesants et insupportables. Ce faisant elle emprunte la voie économique la plus longue pour transformer les campagnes, en stabilisant une petite couche de paysans privilégiés, et surtout en essayant de transformer en douceur les propriétaires fonciers en bourgeois commerçants et industriels. C'est ainsi que les masses pauvres de l'Algérie devront se saigner aux quatre veines pour supporter, en plus de leur misère qui est déjà immense, l'indemnisation des propriétaires fonciers prévue en 15 ans avec un taux de 2,5 %, comme cela ressort de l'article 99 de l'ordonnance du 8 novembre 1971.

\*

Il manquait à ce simulacre de révolution, pour que l'illusion soit parfaite, une onction populaire. Et quels meilleurs représentants du « peuple » en général que les étudiants, « issus du peuple » et en même temps abreuvés aux fontaines du progrès et de la lutte contre le passé ?

C'est ainsi que l'été de 1972 vit naître parmi les étudiants un mouvement spontané de volontariat au profit de la « révolution agraire », qui consistait en un travail politique visant à gagner les paysans aux nouvelles structures mises en place, dans le but de les contrôler.

Le 16 mars 1973 marque l'institutionnalisation de ce mouvement par le pouvoir dans la mesure où le volontariat se montra comme un cadre pouvant rassembler les étudiants ainsi que d'autres catégories de jeunes (lycéens, ouvriers, chômeurs) autour de la défense des « acquis progressistes de la révolution », notamment la « révolution agraire ».

Les « progressistes » viennent de célébrer en Algérie le quatrième anniversaire de ce mouvement fort désormais, grâce à sa majesté l'Etat, d'une capacité de mobilisation de plus de 10.000 personnes.

Ce mouvement, qui travaille également parmi les prolétaires ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui sans le soutien du Parti de l'Avant-Garde Socialiste (PAGS, ex-PCA). Il est arrivé à gagner plusieurs franges de jeunes combattifs, en brandissant la théorie catastrophique de la révolution par étapes. Les staliniens enseignent aux jeunes qu'ils influencent que dans l'« étape démocratique par laquelle passe actuellement l'Algérie », il s'agirait, selon leur phraséologie, de consolider les acquis démocratiques en soutenant les réalisations progressistes que le pouvoir accepterait sous l'impulsion des masses. Et à tous ceux qui font un effort pour essayer de trouver la voie de la lutte de classe, les staliniens donnent l'étiquette de gauchistes.

Hier le parti « communiste » algérien (PCA) trahissait la lutte anti-impérialiste sous prétexte de solidarité internationale avec les ouvriers français et au nom de la lutte de classe en Algérie ; aujourd'hui, le PAGS, son héritier, trahit la lutte de classe au nom de la lutte anti-impérialiste.

Le stalinisme démontre encore une fois que son principe est de soutenir partout le pouvoir en place. Les prolétaires et les paysans pauvres, ainsi que les révolutionnaires qui veulent aider leur lutte, doivent donc le combattre comme tel.

Brochure sous presse

Qu'est-ce que le socialisme ?

(socialisme scientifique contre socialisme national version algérienne)

## La question des nationalités en Espagne

Le mouvement communiste doit apporter sa claire réponse à quatre questions essentielles relatives aux mouvements de nationalités à l'intérieur de l'Etat espagnol : attitude face aux oppressions exercées par l'Etat central sur les nationalités basques et catalanes (nous laissons momentanément de côté la question des Canaries, qui devra faire l'objet d'une étude spécifique) ; évaluation historique de la revendication autonomiste, d'une part, et nationale, d'autre part, mise en avant par différents courants politiques régionalistes ; fonction politique et sociale de ces derniers dans la lutte de classe ; objectifs programmatiques et principes du parti de classe sur cette question.

Il est incontestable que le parti de classe doit combattre résolument toute oppression nationale et en particulier toute discrimination envers une langue comme c'est actuellement le cas pour le Basque et le Catalan. Opposé à tout privilège national, le communisme préconise l'égalité de droits nationaux la plus complète et combat l'usage imposé d'une langue officielle, quelle qu'elle soit. Ceci est ici particulièrement important car l'Etat espagnol poursuit une tradition d'oppression des minorités, qui s'est même accentuée durant les transformations bourgeoises du XIX<sup>e</sup> siècle.

Tout en trahissant la révolution démocratique au siècle passé, la bourgeoisie a utilisé le centralisme bureaucratique de la monarchie pour conduire progressivement les réformes nécessaires à son propre mode de production. Tout en détruisant pour le compte de la bourgeoisie toutes les formes d'autonomie d'une société précapitaliste, la monarchie des Bourbons a introduit jusqu'au plus profond de la société tous les traits réactionnaires de son propre centralisme.

Loin de les éliminer la seconde république s'est contentée d'en retoucher superficiellement les éléments les plus archaïques. Pour centraliser puissamment la domination bourgeoise, le franquisme, en tant que parti unique de la bourgeoisie, a dû s'attaquer aux expressions politiques et sociales des nationalités, et les mouvements politiques régionaux (Parti Nationaliste Basque, Esquerra Catalane) tiraient leur clientèle de l'exacerbation et l'exclusivisme de ces expressions.

Mais la nécessité d'une lutte décidée contre tout privilège et toute oppression nationale n'empêche pas que, sur le plan historique, la revendication de la constitution d'un Etat national basque ou catalan, dans un pays capitaliste constitué, ne peut rien apporter qui représente un pas en avant dans le développement social, car aujourd'hui il ne s'agit pas ici de la revendication du réveil des masses de la torpeur féodale dans la lutte contre le joug précapitaliste, absolutiste ou colonial. Il ne s'agit pas d'avancer du féodalisme au capitalisme mais d'avancer du capitalisme au socialisme. De plus, la revendication régionaliste (statut d'autonomie) a représenté au début du siècle la concrétisation des transactions constantes menées pour leur propre compte par les bourgeoisies des différentes nationalités avec l'Etat central, et la contrepartie de leurs renonciations définitives à conduire non pas la révolution antimonarchique mais même une réforme conséquente de l'Etat de la restauration.

Plus tard, sous la seconde république, les autonomies régionales ont été les piliers de la stratégie de la démocratie bourgeoise en Catalogne et dans le Pays basque contre le mouvement ouvrier et le spectre de la révolution prolétarienne.

Le prolétariat révolutionnaire ne se

propose pas la réforme de l'Etat bourgeois mais sa destruction ; cette destruction entraînera du même coup celle de la future démocratie bourgeoise et ses inséparables statuts d'autonomie régionaux.

La bourgeoisie a clairement compris la leçon des années 30. Aujourd'hui, alors que l'unité nationale que le franquisme a imposé par la violence n'est plus viable sous cette forme, elle envisage la multiplication des organes étatiques politiques et administratifs dans les différentes régions d'Espagne, y compris celles où il n'y a jamais eu de tradition politique propre, pour essayer de susciter les consensus interclassistes au niveau des nationalités, en les unissant toutes sur l'autel commun de la démocratie nationale.

Dépourvus de la moindre potentialité révolutionnaire contre l'Etat central, les mouvements politiques qui se revendiquaient d'une idéologie basque ou catalane ont représenté dans ces régions depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et durant la seconde république les principaux freins du développement du mouvement prolétarien de classe. Ils ont été les pièces maîtresses de la tentative de division du prolétariat par nationalité, et les instruments organiques et congénitalement contre-révolutionnaires de la démocratie bourgeoise. Aussi bien la Esquerra républicaine de Catalogne que le parti national basque (et derrière lui ses syndicats blancs et les partis régionalistes petit bourgeois) n'ont jamais trouvé d'énergie que pour combattre féroce le prolétariat. Le premier, après avoir accepté toutes les conditions imposées par les Cortes espagnoles, a concentré toutes ses attaques contre les ouvriers après s'être acoquiné avec la Generalitat, et, durant la guerre civile, il s'est allié à la

(suite page 8)

## DANS LE MONDE

### ● La légalisation du PCE

Après la crise de janvier, la légalisation du PCE et les élections aux Cortes n'étaient plus qu'une question de semaines, juste le temps de ne pas brusquer les momies du franquisme pur et dur. Les deux choses sont inséparables. Comment en effet se servir de l'amortisseur de la démocratie sans son principal rouage, l'opportunisme ouvrier ?

Cette légalisation n'a donc nullement le sens d'un « recul de la bourgeoisie devant la poussée du mouvement de masse », comme on le raconte dans la fable démocratique. Elle est l'expression du fait que le pacte social qui existe déjà dans les faits est poussé jusqu'à ses extrêmes conséquences politiques. Le symbole en est donné par l'image du drapeau sanglant de la monarchie franquiste flottant sur la première réunion légale du comité central du PCE.

### ● Mahmoud Saleh

On se souvient qu'à l'époque de son assassinat à Paris, le bruit avait couru qu'il avait été liquidé par l'OLP. Dans un meeting à la Mutualité, un dirigeant de l'OLP avait dû réagir contre cette « rumeur ».

Or elle est si tenace qu'on peut lire dans le n° 191 (10-2-77) du Fatah Al-Thaura, l'organe de la « Gauche d'El Fatah » dont Mahmoud Saleh était membre, un article intitulé : « Le martyre de Mahmoud Saleh : ils ont comploté contre lui vivant et ils ont comploté contre lui mort ». L'article accuse Arafat ainsi que les régimes syrien, jordanien et koweïtien de maquiller l'assassinat en encensant le dirigeant palestinien dont le cadavre est utilisé comme moyen de propagande pour le cours officiel de l'OLP.

Ceci en dit long sur les méthodes avec lesquelles le ménage se fait à l'intérieur de l'OLP et démontre à plus forte raison le besoin d'une organisation indépendante de classe, même là où la révolution bourgeoise-nationale est à l'ordre du jour.

# Changhai 1927 : La tragédie du prolétariat chinois

Mettant à l'ordre du jour de son deuxième Congrès, en juillet 1920, au plus fort de la lutte pour la révolution mondiale, les questions nationale et coloniale, l'IC avait déclaré par la bouche de Lénine que « la pierre angulaire de l'IC » dans ces questions est « le rapprochement des prolétaires et des masses laborieuses de toutes les nations et de tous les pays contre les propriétaires et la bourgeoisie » car ce rapprochement est « la seule garantie de notre victoire sur le capitalisme, sans laquelle ne peuvent être abolies ni les oppressions nationales ni l'inégalité [juridique] ».

Dans sa lutte contre la bourgeoisie internationale, la République des soviets devait donc regrouper autour d'elle « d'une part les mouvements pour les soviets de l'avant-garde ouvrière de tous les pays, d'autre part tous les mouvements de libération nationale des colonies et des nationalités opprimées qu'une expérience douloureuse a convaincus qu'il n'y a pas de salut pour elles en dehors d'une alliance avec le prolétariat révolutionnaire et en dehors de la victoire du pouvoir soviétique sur l'impérialisme mondial ».

L'ennemi commun ainsi désigné il fallait déterminer la nature des rapports entre le mouvement prolétarien et le mouvement de libération nationale. Le point II des Thèses adoptées par le Congrès déclarait : « Tous les partis communistes doivent soutenir les mouvements révolutionnaires de libération ». Mais il était expressément dit que « l'Internationale Communiste ne doit soutenir le mouvement révolutionnaire dans les colonies et les pays arriérés qu'à la condition que les éléments des futurs partis prolétaires, communistes autrement que par le nom, soient dans tous les pays arriérés groupés et éduqués dans l'esprit de leurs tâches particulières, à savoir la lutte contre le mouvement démocratique bourgeois de leur propre nation » (1). La différence entre mouvement révolutionnaire et mouvement démocratique bourgeois était précisée au point 7 des Thèses supplémentaires : « Il faut distinguer dans les pays qui ne sont pas indépendants deux mouvements différents qui s'éloignent chaque jour de plus en plus l'un de l'autre. Le premier c'est le mouvement démocratique nationaliste-bourgeois avec un programme d'indépendance politique sous l'ordre bourgeois ; le deuxième c'est l'action de masse des paysans pauvres et ignorants, des ouvriers cherchant à se libérer des exploitations de toutes sortes.

Le premier s'efforce de contrôler l'autre, il y réussit souvent dans une certaine mesure ; mais l'Internationale et les partis concernés doivent combattre un contrôle de ce genre et aider les masses ouvrières à développer une conscience de classe ».

« En tant que communistes, dira Lénine dans le Rapport de la commission nationale et coloniale qui servit d'introduction à la

présentation des Thèses devant le congrès (2), nous ne devons soutenir et nous ne soutiendrons les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que dans le cas où ces mouvements seront réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne s'opposent pas à ce que nous formions et organisions dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les larges masses d'exploités ».

Alors l'Internationale Communiste pour « établir des accords temporaires et même une alliance avec les mouvements révolutionnaires des pays arriérés sans pour autant fusionner avec eux, et au contraire en préservant le caractère indépendant du mouvement prolétarien, même s'il n'est qu'à l'état embryonnaire ».

L'indépendance du Parti doit lui servir à prendre la tête du mouvement, dans une perspective de révolution permanente. C'est ce que souligne le point 9 des Thèses supplémentaires : « La révolution dans les colonies ne va pas être une révolution communiste dès ses premières phases. Mais si, dès le début, la direction est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses révolutionnaires ne s'égarent pas mais au contraire iront de l'avant et franchiront les étapes successives de l'expérience révolutionnaire. [...] La première phase de la révolution connaît un programme comportant des réformes petites-bourgeoises, telles que la répartition des terres. Mais il ne découle pas de cela que la direction de la révolution doit passer aux démocrates-bourgeois. Au contraire les partis prolétaires doivent poursuivre une propagande systématique et vigoureuse en faveur de l'idée des soviets, et organiser des soviets de paysans et d'ouvriers dès que possible. Ces soviets coopéreront avec les républiques soviétiques des pays capitalistes avancés pour le renversement final de l'ordre capitaliste à travers le monde ».

La condition absolue de cette stratégie — dont les résultats ne devaient pas être forcés immédiatement — était l'indépendance totale du parti de classe, fut-il embryonnaire. En d'autres termes, il ne fallait jamais, quelle que soit la situation, subordonner les intérêts présents et futurs du prolétariat à ceux de son alliée d'aujourd'hui, la bourgeoisie nationale, sous prétexte que tous deux avaient un ennemi commun, l'impérialisme à l'échelle mondiale, et le féodalisme au niveau national, et sans penser que l'alliée d'aujourd'hui ne tarderait pas à devenir l'ennemie de demain.

C'est en Chine, dans un pays où les potentialités révolutionnaires allaient en grandissant, à l'heure où le jeune parti communiste avait précisément à affronter les tâches propres à une révolution double que les Thèses du II<sup>e</sup> Congrès auraient dû trouver leur pleine application. C'est hélas le contraire qui s'est passé.

tes, syndicats strictement professionnels) rassemblait 162 délégués représentant 270 000 syndiqués de 12 villes. Le congrès marqua son opposition à l'impérialisme et au féodalisme et réclama la journée de 8 heures, établit le principe de l'entraide en cas de grève. Enfin il mit en avant une charte du travail.

Le II<sup>e</sup> congrès national des syndicats qui se tint à Canton du 1<sup>er</sup> au 7 mai 1925 rassemblait 261 délégués appartenant à 166 syndicats et représentant 540 000 adhérents. Le secrétariat créé en 1921 fut remplacé par l'Union Générale du Travail.

Les événements de 1925 devaient relancer le mouvement syndical. Au III<sup>e</sup> congrès qui se tint à Canton en mai 1926, 502 délégués représentaient 1 240 000 syndiqués. Les effectifs de l'année précédente avaient plus que doublé. Au moment de la rupture avec le Kuomintang les syndicats chinois regroupèrent 2 800 000 membres. L'influence des communistes y était prépondérante. « C'est précisément l'ampleur prise par le mouvement syndical ouvrier disposant de groupes armés qui décida Chiang Kai-shek à rompre brutalement avec le Parti Communiste le 12 avril 1927 » (4).

Parallèlement au mouvement ouvrier s'était développé le mouvement paysan. Celui-ci naquit dans la région de Canton. En 1922 le mouvement allait en se dévelop-

pant. Les unions paysannes s'efforçaient de faire réduire le loyer des terres, d'abolir les corvées. Les statistiques officielles indiquent pour le I<sup>er</sup> Congrès des unions paysannes, le 1<sup>er</sup> mai 1925, le chiffre de 200 000 affiliés appartenant à 22 districts. En mai 1926, au II<sup>e</sup> Congrès, 600 000 paysans appartenant à 66 districts étaient représentés.

Le II<sup>e</sup> congrès national des syndicats et la première assemblée provinciale des Associations paysannes avaient tenu leurs assises simultanément à Canton. Les délégués ouvriers et paysans avaient défilé ensemble dans les rues avec des milliers d'ouvriers et de paysans cantonnais qui affluèrent en ville. « Il s'agissait peut-être de la première manifestation formelle de solidarité entre ouvriers et paysans dans l'histoire chinoise » (5).

Quelques semaines plus tard le régime nationaliste s'établissait à Canton. En septembre 1925 les troupes nationalistes nettoyaient définitivement les districts de la rivière de l'Est des troupes militaristes qui s'y étaient maintenues. La province du Kwantung une fois unifiée et bien contrôlée, le Kuomintang pouvait commencer à regarder vers le nord, vers les bases du pouvoir véritable en Chine centrale et en Chine du nord. Il était arrivé à porté en fait en moins de deux ans par la croissance spectaculaire du mouvement de masse (6).

## Les rapports entre l'I.C. et le Kuomintang

Dès la fin 1923 avait commencé la réorganisation du Kuomintang avec l'aide des conseillers soviétiques et au I<sup>er</sup> congrès de ce parti en 1924 fut ratifiée l'entrée des membres du PCC et des Jeunes socialistes dans le Kuomintang. En 1924 également fut créée l'Académie militaire de Whampoa dont Chiang Kai-shek sera le directeur et Chou En-lai le directeur politique adjoint. En même temps qu'ils aidaient le gouvernement de Sun Yat-sen à mettre sur pied son armée, les Russes envoyèrent une aide en matériel militaire.

Du côté nationaliste, la nécessité de la collaboration avec le Komintern est expliquée dans le testament politique de Sun Yat-sen, mort en 1925. Celui-ci écrivait : « J'ai donné au Kuomintang l'ordre de poursuivre le mouvement de révolution nationale afin que la Chine puisse échapper aux contraintes de la situation de semi-colonie que lui impose l'impérialisme. Dans ce but j'ai donné instruction au Kuomintang de continuer à marcher avec vous la main dans la main ». Pour le Kuomintang il s'agissait de prendre appui sur un mouvement de masse sans lequel il ne pouvait rien, de le canaliser dans un sens nationaliste de lutte contre l'impérialisme et les militaristes et l'empêcher de se développer en mouvement national-révolutionnaire et, a fortiori, communiste.

Du côté du Komintern la position avait été définie par l'accord conclu entre Sun Yat-sen et Joffé en janvier 1923.

Ce document déclarait : « Le docteur Sun Yat-sen pense que le système communiste et même celui des soviets ne peuvent être introduits en Chine où il n'existe pas de conditions favorables pour leur application. Ce point de vue est partagé par M. Joffé qui pense que le problème le plus important et le plus urgent pour la Chine est celui de son unification nationale et de sa pleine indépendance totale. M. Joffé a assuré au docteur Sun Yat-sen que la Chine a toute la sympathie du peuple russe et peut compter sur l'aide de la Russie dans cette entreprise ».

Nous ne traiterons pas ici dans le détail la question des rapports entre l'I.C. et le mouvement nationaliste chinois dans le cadre de la lutte à l'échelle mondiale contre l'impérialisme. Ce travail de parti sera fait ultérieurement. Ce que l'on peut dire pour l'instant c'est que la collaboration entre le PCC et le Kuomintang s'est faite de plus en plus étroite au fur et à mesure que le temps passait et alors même que le Kuomintang multipliait ses coups contre le mouvement ouvrier et paysan.

De « l'alliance » forcément temporaire avec le mouvement révolutionnaire dans les colonies dont parlait Lénine au II<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. en 1920 on était passé à une alliance permanente et donc de principe. Alors qu'il était bien précisé dans les Thèses du II<sup>e</sup> Congrès qu'il ne fallait pas fusionner avec ces courants mais maintenir fermement l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire, on avait fait adhérer les membres du PCC au Kuomintang. Alors qu'il s'agissait dans les colonies et les pays arriérés de prendre la tête du mouvement révolutionnaire pour pousser à fond la révolution démocratique

bourgeoise, le III<sup>e</sup> Congrès du PCC, en 1923, déclara que le Kuomintang était « la force principale de la révolution nationale ».

Le IV<sup>e</sup> Congrès de l'IC en 1922 avait adopté des Thèses sur la question d'Orient, qui préconisaient le front unique anti-impérialiste dans les colonies. Cependant en dépit de leurs faiblesses, il était précisé dans ces Thèses que « le mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux doit, avant tout, conquérir une position de facteur révolutionnaire autonome dans le front anti-impérialiste commun. Ce n'est que si on lui reconnaît cette importance autonome et s'il conserve sa pleine indépendance politique que des accords temporaires avec la démocratie bourgeoise sont admissibles et même indispensables ». Le VI<sup>e</sup> Exécutif en 1926 préconisa lui « l'unité au sein d'un front national révolutionnaire unique de toutes les couches de la population [ouvriers, paysans, bourgeoisie] sous la direction des organisations démocratiques ». Ce front il fallait le préserver à n'importe quel prix. Ainsi on subordonnait les intérêts de la future révolution prolétarienne à ceux de la révolution démocratique bourgeoise.

D'abord considéré comme le parti de la bourgeoisie libérale, le Kuomintang fut défini ensuite comme le parti des ouvriers et des paysans.

Le 18 mai 1925 Staline déclara que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux le bloc nationaliste « pouvait revêtir la forme d'un parti unique des ouvriers et des paysans, du type du Kuomintang ». Le VI<sup>e</sup> Exécutif du Komintern poursuivit ce travail de redéfinition. En mars 1926 il décrivit le Kuomintang comme un « bloc révolutionnaire des ouvriers, des paysans, des intellectuels et de la démocratie urbaine [c'est-à-dire de la bourgeoisie] sur la base des intérêts de classe communs à ces différentes couches dans le combat contre les impérialistes et l'ordre militaire féodal tout entier ».

Analysant par la suite la situation politique à Canton, telle qu'elle se présentait durant l'hiver 1925, le délégué du Komintern, Borodine, expliquera que toute velléité d'indépendance envers le pouvoir politique « se serait terminée dans un bain de sang ».

L'avenir devait montrer que c'est cette politique criminelle de soumission du mouvement prolétarien au mouvement bourgeois qui conduisait inéluctablement à transformer l'affrontement inévitable entre les deux mouvements, non en une victoire ouvrière qui fasse avancer d'un bond la révolution mais en un bain de sang pour les prolétaires et les paysans pauvres. (à suivre)

(1) Ce passage est à peu près incompréhensible dans la traduction française du reprint Maspéro (p. 58). Pour lui donner un sens nous nous sommes référés à l'Ebauche des thèses sur les questions nationale et coloniale de Lénine (Œuvres, tome 31, p. 151).

(2) Œuvres, tome 31, pp. 247-253.

(3) H. Isaacs, La tragédie du prolétariat chinois, Paris, Gallimard, p. 79.

(4) J. Guillermez, Histoire du PCC, Petite bibliothèque Payot, Paris, 1975, volume I, p. 96.

(5) H. Isaacs, op. cit., p. 103.

(6) H. Isaacs, op. cit., p. 107.

## Essor des mouvements ouvrier et paysan

A la fin de l'année 1916 il y avait déjà près d'un million d'ouvriers en Chine et, en 1922, ce nombre avait presque doublé. Les grèves des ouvriers jouèrent un rôle important dans le « Mouvement du 4 mai » qui se dressa en 1919 contre le gouvernement pro-japonais de Pékin. En 1918 on avait enregistré 25 grèves dans le pays, impliquant moins de 10 000 travailleurs. En 1922 il y en eut 91, impliquant 150 000 ouvriers. En janvier 1922 eut lieu la grève des gens de mer à Hong-Kong ; en septembre de la même année, celle des charbonnages de la Kailan. La première commencée le 13 janvier par la grève d'une partie des marins du commerce s'était peu à peu étendue à la totalité d'entre eux puis elle avait gagné plus de 100 000 ouvriers et employés et frappé de paralysie le port de Hong-Kong. Elle devait durer jusqu'aux premiers jours de mars après avoir eu un grand retentissement national dans la mesure où elle menaçait directement les intérêts de la Grande-Bretagne, puissance impérialiste dominante en Chine à l'époque.

En janvier 1922 eurent lieu également des grèves sur le chemin de fer du Kinhan (de Pékin à Hankow). Les cheminots et ouvriers des ateliers avaient décidé de fusionner leurs divers syndicats locaux en une union générale du réseau. Les autorités s'y opposèrent par la force : il y eut 4 tués, plus de 100 blessés du côté des grévistes et leurs chefs furent emprisonnés ou renvoyés.

Le mouvement connu des échecs dans les grèves des chemins de fer du Kinhan, celle de la fonderie de Hanyang du Hupeh, celle des mines de Anyan au Kiangsi. Mais le 1<sup>er</sup> mai 1924 à Changhai 100 000 ouvriers défilèrent dans les rues ; à Canton il y en eut le double. A Wuchang, Hanyang et Hankow en dépit de la loi martiale les

drapeaux rouges flottèrent sur les quartiers ouvriers. Sur les tracts distribués ce jour-là on pouvait lire : « Pendant quarante ans la jeunesse ouvrière a versé son sang pour parvenir [à la journée de 8 heures]. Le temps est révolu où les ouvriers n'étaient que du fourrage pour les patrons. S'il leur faut une révolution ils l'auront » (3).

Le 15 mars 1925 un ouvrier chinois est tué par un contremaître japonais dans une filature japonaise de la concession internationale de Changhai. Après 15 jours d'agitation, le 30 mai, les étudiants décident de faire une grande manifestation dans la concession. Un policier anglais ouvre le feu, 12 manifestants sont tués, des dizaines d'autres blessés. Les manifestations et les grèves s'étendent. A Canton, le 23 juin, des manifestants attaquent l'île de Shameen partagée entre les concessions anglaise et française. Une cinquantaine d'entre eux sont tués. Des manifestations eurent lieu aussi à Hankow.

Ce « mouvement du 30 mai » se poursuivit pendant plusieurs mois touchant des zones industriellement avancées et celles où les intérêts étrangers étaient les plus évidents. Dans la Chine de 1925, les filatures étrangères employaient plus d'ouvriers que les filatures chinoises elles-mêmes et les deux tiers de l'industrie cotonnière étaient concentrés à Changhai et à Tsingtao. Les manifestants demandaient le départ des troupes étrangères, le retour des concessions à la Chine.

Au mois d'août 1921 le PCC, qui venait de tenir son premier congrès, avait créé le « Secrétariat des organisations de travailleurs chinois ». Le I<sup>er</sup> Congrès des syndicats chinois qui fut convoqué à Canton le 1<sup>er</sup> mai 1922 sur l'initiative du Secrétariat et avec la participation d'une centaine de syndicats de toutes tendances (Kuomintang, anarchis-

# La question des nationalités en Espagne

(suite de la page 6)

société-démocratie et au stalinisme pour faire front contre le « péril prolétarien ». Le second, allié de toujours de ce pilier de l'Etat espagnol qu'est l'Eglise catholique a formé avec les socialistes et les stalinistes un gouvernement basque dès 1936, lequel a livré tout le territoire au franquisme après avoir désarmé les travailleurs.

Le communisme est incompatible avec le nationalisme, auquel s'oppose l'internationalisme prolétarien. En même temps qu'il lutte avec acharnement contre toute oppression nationale, le parti révolutionnaire de classe travaille à la réalisation de l'union révolutionnaire la plus complète des ouvriers de toutes les nationalités contre l'Etat commun, sur tous les terrains : organisationnel, politique (parti et soviets), syndical, culturel, etc.

Là où ont surgi des mouvements nationalistes de masse et pour se démarquer par rapport à la politique d'oppression nationale de l'Etat central, le prolétariat révolutionnaire doit reconnaître aux nationalités opprimées le droit à la libre auto-détermination, le droit à l'indépendance politique, pour faire disparaître ainsi toute discrimination nationale entre prolétaires.

Si le prolétariat revendique ce droit, ce n'est pas pour préconiser la séparation de l'Etat des nationalités basques et catalanes. Au contraire, notre solution positive est la libre union la plus étroite, politique et économique, entre les régions d'Espagne. La reconnaissance du droit à la séparation exige seulement du prolétariat la lutte contre toute violence exercée par l'Etat central contre les réactions, et les éventuelles insurrections, suscitées par l'oppression nationale.

En même temps qu'il reconnaît ce droit, le parti communiste s'occupe de l'auto-détermination, non des peuples et des

nationalités « en général », mais de celle du prolétariat de chaque nationalité, c'est-à-dire qu'il développe sa propre politique de classe, y compris sur cette question.

Pour les ouvriers basques et catalans le maintien de leur indépendance de classe devant « leur » bourgeoisie est une nécessité impérieuse, face à toute tentative de conquête de privilèges émanant d'elle, face à tout exclusivisme national, face à ses tentatives de les traîner sur le terrain de la démocratie et de la réforme, grâce auquel la classe capitaliste cherche à les enchaîner à sa politique au détriment des intérêts de l'ensemble du prolétariat.

Ce n'est pas au nom de la nationalité que les prolétaires basques et catalans, au cœur du capitalisme espagnol, doivent prendre les armes contre l'Etat bourgeois, mais au nom de l'émancipation prolétarienne, en tant que détachement du prolétariat mondial, côte à côte avec leurs frères de classe de toutes les régions, en sachant que leurs coups doivent abattre conjointement le pouvoir politique unitaire de la bourgeoisie de toutes les nationalités.

Les crises révolutionnaires de la société bourgeoise projettent dans la lutte contre toutes les catégories d'oppression des masses politiquement inconscientes. Celles-ci apporteront avec elles leurs faiblesses et leurs préjugés réactionnaires. Mais pour que cette révolte des opprimés puisse se fondre en un mouvement capable de détruire cette société d'exploitation, il est nécessaire que l'avant-garde du prolétariat dirigée par son Parti Communiste ne cède pas à leurs illusions réactionnaires, comme les illusions nationales, mais donne au contraire sa propre solution révolutionnaire à tous les problèmes qui poussent les masses à la guerre sociale.

Pour y arriver le parti communiste

doit défendre sa doctrine, qui dénonce les prétendues valeurs éternelles et toujours bourgeoises de la Nation, et l'hypocrisie de l'« égalité entre les nations » en régime capitaliste, sur un régime qui exacerbe au contraire les haines et les antagonismes nationaux. Il doit sauvegarder son programme internationaliste, qui est incompatible avec la tendance réactionnaire du nationalisme « qui s'oppose au processus qui conduit à l'internationalisation de tous les aspects de la vie sociale, à la destruction des barrières nationales [...], et qui représente l'un des facteurs les plus importants de la transformation du capitalisme au socialisme » (Lénine). Il doit défendre jalousement son indépendance organisationnelle, qui est inconciliable avec les objectifs interclassistes de tous les nationalismes (qu'ils soient espagnols ou régionalistes), et il doit fonder en un bloc révolutionnaire unique l'ensemble du prolétariat d'Espagne, en proclamant bien haut son programme historique : lutte contre la bourgeoisie, quelle que soit sa nationalité ; renversement de l'Etat bourgeois, avec ses organes centraux et périphériques ; armement du prolétariat de toutes les nationalités ; instauration de la dictature de classe ; Etat ouvrier centralisé.

« L'avancée du mouvement ouvrier et socialiste, peut-on lire dans un « vieil » article de la gauche communiste italienne (« L'irréductibilité », dans l'Avanguardia du 11 janvier 1914), compense les vides hérités de la révolution bourgeoise et tend à dépasser les luttes entre les nationalités coexistentes et à orienter les aspirations des grandes masses sur une voie bien différente de celle de la libération nationale. Activer cette substitution d'objectifs est un devoir et la mission des socialistes [...]. En avant pour le socialisme ! »

# Sonacotra : de l'usine au logement

(suite de la page 4)

lucrative : rentabilité et contrôle, tant au niveau de la conception que de la gestion des foyers.

Véritable mine d'or en effet que les loyers à la Sonacotra comme à l'ADEF, à l'AFTAM ou ailleurs. Le « confort » a été calculé au plus juste, pour assurer à la société le maximum de rentabilité, et au travailleur le minimum de repos nécessaire à la réparation de sa force de travail. Progressivement, les chambres de 9 et 12 m<sup>2</sup> ont été divisées en cellules de 4,5 à 6 m<sup>2</sup>, par une cloison si mince (5 cm, voire un simple contreplaqué) que le bruit gêne considérablement le sommeil. Les installations de cuisine sont très insuffisantes, ainsi que le personnel chargé de l'entretien. On fait la queue pour se faire à manger ou pour se doucher (une douche pour 10 environ). Pour 4,5 m<sup>2</sup>, 6 m<sup>2</sup>, très rarement 9 m<sup>2</sup>, le prix d'une chambre individuelle à la Sonacotra varie entre 300 et 350 F. Pour la surface d'un F5 où elle entasse 10 travailleurs (au Mureaux), la Sonacotra empochait au deuxième trimestre 1976, 2 700 F par mois, soit plus du triple d'un loyer en HLM (830 F tout compris). La Sonacotra déguise habilement ce

vol par la multiplication des « charges » purement arbitraires : 1) charge d'occupation, qui résulte de la différence entre le nombre de lits disponibles et le nombre de lits occupés (31,5 francs par mois, fin 76) : cercle vicieux, car plus c'est cher, moins les travailleurs peuvent payer (environ un tiers des chambres restent vides en permanence) ; 2) charge d'animation : 35,85 F par mois, plus 8 F de frais d'accueil et de surveillance (!) ; 3) charge de 30 F par mois pour rembourser les emprunts au Crédit Foncier qui, actionnaire, fait financer par les immigrés les taux élevés de ses prêts ; 4) enfin, charge de 12,90 F pour non-assujettissement à la TVA.

Tout cela est d'autant plus lucratif que le financement des foyers vient en grande partie du FAS, c'est-à-dire encore une fois des immigrés eux-mêmes, le Fonds d'action sociale étant alimenté à plus de 75 % par les cotisations sociales et familiales qui ne sont pas reversées aux travailleurs immigrés en salaires différés, sous prétexte que leurs familles sont restées au pays. On calcule qu'en 1974, c'est 1,6 milliard de NF que les familles des immigrés ont ainsi perdu, 2 milliards en 75. Depuis 1975 (loi du 0,2 % : réservation pour le logement des immigrés du cinquième de la masse salariale de la contribution des employeurs à la construction), le FAS ne participe plus à la construction des foyers, mais surtout à leur gestion et aux actions socio-éducatives et d'« animation » sans compter le financement d'une kyrielle d'organismes chargés d'étudier les « solutions au problème de l'immigration » en tentant de diminuer son potentiel explosif.

A l'intérieur des foyers, le contrôle policier et la répression sont assurés en permanence par les gérants, qui sont le plus souvent d'anciens militaires et gendarmes choi-

sis pour leur « expérience des colonies » et leur « capacité de commandement », assistés du barman et du veilleur de nuit, et appuyés par un règlement intérieur particulièrement répressif. La qualité de locataire n'est pas reconnue, les travailleurs sont de simples résidents, donc « pas de justification du loyer (appelé redevance) et des charges, droit d'expulsion du foyer à la discrétion du gérant, pas le droit de revendiquer l'application des droits d'un locataire, de contester le prix, pas le droit de réunion » (Dossier de presse du Comité de Coordination). Le gérant a tous les pouvoirs, en particulier celui d'intervenir dans une chambre à tout moment. Le travailleur vit sous la menace permanente d'expulsion sans préavis en cas d'« infraction grave », notamment « activité politique ». Le droit de visite est toujours soumis à l'autorisation du directeur, interdit après 22 heures, interdit pour les visites féminines. L'animation elle-même, dans les mains de la bourgeoisie, est un moyen supplémentaire de contrôle, ou alors une dérisoire démagogie.

Mais en concentrant les travailleurs, dans le logement comme dans les usines, la bourgeoisie crée malgré elle des poudrières. La lutte à la Sonacotra a entraîné au côté de leurs frères de classe des travailleurs qui se sont éveillés pour la première fois au sens de la solidarité entre ouvriers. Un an après les expulsions d'avril 76, 7 travailleurs ont été autorisés à rentrer et attendent le verdict de la commission d'expulsion. Plus que jamais, les résidents exigent le retour de tous les expulsés. Mais d'ores et déjà le véritable résultat de leur lutte, c'est l'union qu'ils ont conquise malgré toutes les tentatives de division et le sabotage de l'opportunisme. C'est elle qu'il faut renforcer.

(à suivre)

## Presse du Parti

### EL PROGRAMA COMUNISTA

N° 23 - Marzo-Mayo de 1977

- La revolución burguesa china ya tuvo lugar, la revolución proletaria en China queda aún por hacer
- Comunismo, democracia y fascismo: Introducción  
La función de la socialdemocracia en Italia  
Las vías que conducen al «noskismo» Roma y Moscú
- Curso del imperialismo mundial
- La cuestión de las nacionalidades en España (1)
- Verdad y mentira en la Constitución cubana

### il programma comunista

N° 7 (8 Aprile 1977)

- Dire no!
- Il capitalismo lancia la sua sfida: sopravvivere al 1984!
- Le fatiche dei sindacati non sono finite meritano un premio!
- Agonia (senza rimpianti) dell'accademia
- In memoria delle migliaia di proletari massacrati a Shanghai il 13 aprile 1927 e nei mesi successivi in tutta la Cina
- Egitto: le lotte delle masse operaie e contadine alla luce dello sviluppo capitalistico
- Sullo sciopero del 18 marzo

Lisez la brochure :

### Question féminine et lutte de classe

Soutenez l'effort de développement de la presse du parti dans les différentes langues !

Souscrivez !

## Permanences du Parti

### EN BELGIQUE

- A Bruxelles : les dimanches 10 avril et 8 mai, et en général le second dimanche de chaque mois, de 10 à 12 heures, local de l'ASBL-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

### EN FRANCE

- A Amlens, le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h, au café « A l'habitude » (Tour Perret). De plus, tous les lundis, table de presse de 12 h à 13 h 30 au restaurant universitaire « La Veillère » (Quartier Saint-Leu).
- A Aix-en-Provence, une fois par mois, le mercredi de 14 à 16 heures, soit le 4 mai, stand à la Faculté de Lettres, Grand Hall.
- A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
- A Lille : le dimanche 15 mai, de 10 à 12 heures, 27, rue Adolphe.
- A Lyon : le samedi 7 mai, et en général le premier samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.
- A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt.
- A Paris : 20, rue Jean Bouton (12<sup>e</sup>). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).
- A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

### EN SUISSE

- A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que les samedis 16 avril et 7 mai, et en général tous les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 10 à 12 heures, 32, rue Pré-du-Marché, 1<sup>er</sup> étage à droite : « Atelier ».

ATTENTION !

CORRESPONDANCE  
POUR LA SUISSE  
BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926

## Presse du Parti

### Kommunistisches Programm

NR. 13 - januar 1977

- Libanon: die palästinensische Niederlage im Lichte der internationalistischen Perspektive des Marxismus
- Die Thesen der kommunistischen Linke :  
— Einleitung  
— Thesen der kommunistischen wahlboykottistischen Fraktion der Sozialistischen Partei Italiens (Mai 1920)  
— Thesen über die Taktik der Kommunistischen Partei Italiens (März 1922)  
— Die Taktik der Kommunistischen Internationale (Thesenentwurf für den IV. Kongress der Komintern, 1922)
- Die soziale Bewegung in China (Teil IV)
- Laufbahn des Weltimperialismus
- Rundschau

## Violence, terrorisme et lutte de classe

(suite de la page 2)

condamner, au nom des exigences du mouvement étudiant et — misère de misère — de celles des manifestations... antinucléaires !

« Dans ce contexte, poursuit ce journal, l'attentat de Karlsruhe qui débouchera inévitablement sur une accentuation de la répression et qui fait la part belle aux tenants de la politique du bâton apparaît comme davantage qu'une stupidité : l'initiative irresponsable d'un courant qui ne fait que se survivre à lui-même et qui, en dix

ans, n'a rien oublié ni rien appris. Et ce, au moment même où de nouvelles perspectives s'offrent à l'avant-garde révolutionnaire allemande, et où la coalition au pouvoir, ébranlée par les manifestations de mauvaise humeur des directions syndicales, éclaboussée par les récents scandales, se trouvait passablement désorientée. Pouvaient-ils lui fournir une meilleure occasion de relever la tête en reconstruisant une belle façade d'unanimité nationale contre le « terrorisme » et la violence ? » Ce journal c'est Rouge qui se dit « marxiste » et « révolutionnaire ». Du beau travail, messieurs !